Quatre-vingt-troisième année. — N° 270. Le Numéro : 12 francs. Jeudi 15 Novembre 1951.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des **AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

L'Edition **COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Décrets du 14 novembre 1951 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 11347).

Arrêté du 13 novembre 1951 portant création d'une commission du plan d'équipement scolaire, universitaire, scientifique et artistique (p. 11347)

Arrêté du 13 novembre 1951 portant création d'une commission de modernisation et d'équipement de la région Bas-Rhône—Languedoc (p. 11347).

Ministères d'Etat.

RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS

Nomination à l'ordre de la Nation (p. 11348).

Ministère de la justice.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'assesseurs près la commission spéciale de cassation des pensions (p. 11348).

Décrets du 13 novembre 1951 portant nominations, attributions de fonctions, détachements et admissions à la retraite de magistrats (p. 11348).

Décrets du 13 novembre 1951 portant nominations de juges de paix et de suppléants de juges (p. 11351).

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un officier ministériel (p. 11351).

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un notaire en Algérie et rectificatif (p. 11351).

Décrets du 14 novembre 1951 portant nominations, admissions à la retraite et conférant l'honorariat (conseillers d'Etat et maîtres des requêtes) (p. 11352).

Arrêté du 9 novembre 1951 autorisant, à titre exceptionnel, le recrutement de personnel auxiliaire à l'administration centrale (p. 11353).

Arrêté du 9 novembre 1951 autorisant le recrutement, à titre exceptionnel, de greffiers, secrétaires de parquet, auxiliaires de bureau et de service des cours et tribunaux (p. 11353).

Ministère des affaires étrangères.

Décrets du 13 novembre 1951 portant promotions et reclassement dans le corps du contrôle civil au Maroc (p. 11353).

Ministère de l'intérieur.

Décret du 14 novembre 1951 portant convocation du conseil général de la Seine en session ordinaire (p. 11354).

Ministère de la défense nationale.

Décret n° 51-1285 relatif au recrutement du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique (rectificatif) (p. 11354).

Décrets des 3 et 13 novembre 1951 portant admission dans les cadres, acceptation de démission et admission à la retraite (armée de terre, active) (p. 11354).

Arrêté du 10 novembre 1951 portant remise de débet (p. 11354).

Arrêtés portant mise hors cadres, en mission, et réintégration dans les cadres d'officiers de l'armée de terre (active) (p. 11354).

Arrêtés portant promotions, admissions au bénéfice des prestations en nature de l'assurance invalidité et annulant les dispositions d'un précédent arrêté :

Administration centrale du secrétariat d'Etat à la guerre (p. 11355).

Administration centrale du secrétariat d'Etat à l'air (p. 11355).

Service des poudres (p. 11355).

Décision portant attribution du brevet d'état-major (p. 11355).

Liste des sous-officiers des troupes coloniales spécialistes des musiques ayant obtenu le brevet du deuxième degré de capacité à l'emploi de chef de fanfare des troupes coloniales (p. 11355).

Tableau de départ colonial du 1er novembre 1951 (additif et rectificatif) (p. 11355).

Tableau d'avancement, pour l'année 1951, des sous-officiers des troupes coloniales et *décision* portant nominations (rectificatifs) (p. 11356).

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

Décret n° 51-1305 du 13 novembre 1951 portant ouverture et annulation de crédits sur les chapitres de la section commune du budget de la défense nationale au titre de l'exercice 1951 (p. 11357).

Décret n° 51-1246 portant autorisation de dépenses à titre d'avances en excédent des crédits ouverts (Finances. — I: Charges communes) (rectificatif) (p. 11357).

Arrêtés du 10 novembre 1951 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 11357).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 51-1306 du 13 novembre 1951 modifiant le décret n° 46-1187 du 7 juin 1946 portant règlement intérieur du conseil supérieur de l'éducation nationale et de sa section permanente (p. 11356).

Arrêté du 31 octobre 1951 autorisant les candidats de nationalité non française à se présenter au diplôme supérieur de bibliothécaire à titre étranger (p. 11356).

Arrêté du 7 novembre 1951 relatif à l'agrégation de russe (p. 11356).

Arrêtés du 8 novembre 1951 portant ouverture de crédits et rectificatif (fonds de concours et exercice clos) (p. 11356).

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil académique de Strasbourg (p. 11357).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 13 novembre 1951 portant acceptation de la démission d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées (p. 11358).

Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Décret n° 51-1108 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustible par canalisations (rectificatif) (p. 11358).

Décret du 14 novembre 1951 autorisant l'expropriation de terrains situés dans la commune de Peyrat-le-Château et nécessaires à l'aménagement de la chute de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne) (p. 11358).

Arrêté agréant du matériel pour emploi dans les mines grisouteuses (rectificatif) (p. 11358).

Ministère des relations avec les Etats associés et ministère de la France d'outre-mer.

Décret du 13 novembre 1951 portant désignation du commissaire permanent du Gouvernement auprès du conseil d'Etat pour l'ensemble des affaires relevant du ministère de la France d'outre-mer et du ministère des relations avec les Etats associés (p. 11358).

Ministère de la France d'outre-mer.

Arrêté portant nomination (infirmières) (p. 11358).

Listes d'admissibilité des concours du cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer (session 1951) (p. 11358).

Liste des candidats admis aux concours direct et professionnel pour l'accession au grade d'adjoint technique des travaux publics de la France d'outre-mer (p. 11359)

Tableau d'avancement, pour l'année 1951, des administrateurs de la France d'outre-mer (rectificatif) (p. 11359).

Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret (additif) (p. 11359).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêté du 12 novembre 1951 approuvant la fusion de sociétés mutualistes (p. 11360).

Arrêté portant mise en disponibilité (administration centrale) (p. 11360).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Arrêté du 13 novembre 1951 portant homologation d'un coefficient d'adaptation départemental du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis (p. 11358).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté du 9 novembre 1951 portant création d'un centre d'études, d'enquêtes et d'informations médico-sociales dans le cadre du centre interdépartemental d'éducation sanitaire, démographique et sociale de Lyon (p. 11360).

Arrêté portant désignation des candidats admis au concours de recrutement d'inspecteurs de la population et de l'entr'aide sociale (p. 11361).

Arrêté portant acceptation de démission (administrateurs civils, hôpitaux psychiatriques) et rectificatif (p. 11361).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Décret du 13 novembre 1951 déclarant d'utilité publique l'acquisition d'un terrain destiné à la construction du magasin général départemental des postes, télégraphes et téléphones de Chaumont (Haute-Marne) (p. 11361).

Arrêtés portant nominations, titularisations, réintégration, mise en disponibilité et admission à la retraite:

Administrateurs (p. 11361).

Administration centrale (p. 11361).

Services extérieurs (p. 11361).

Ministère de la marine marchande.

Décret n° 51-1307 du 13 novembre 1951 modifiant le décret n° 47-[illegible] du 19 mai 1947 portant fixation des cadres et du statut des professeurs de la marine marchande (p. 11361).

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un membre du conseil de l'ordre du Mérite maritime (p. 11361).

Arrêté du 9 novembre 1951 portant ouverture de crédits sur exercices clos (p. 11361).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Nomination de membres d'une sous-commission. — Convocations de commissions et de la conférence des présidents. — Réunions de commissions (p. 11362).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission. — Réunions de commissions. — Avis de concours (p. 11365).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Réunions de commissions des 12, 13 et 14 novembre 1951. — Convocations de commissions (p. 11366).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET

Machines à timbrer: Autorisations et retraits (p. 11368).

Tableau comparatif, en valeur et en tonnage, des importations et des exportations (octobre 1951) (p. 11370).

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Avis relatif à l'extension de deux avenants portant adhésion à la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 (p. 11374).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Avis de vacance du poste de médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique du Vinatier, à Bron (Rhône) (p. 11367).

Avis de vacance d'un poste de médecin directeur aux sanatoriums des cottages sanitaires « Docteur-Gallet », à Saint-Gobain (p. 11367).

Annonces (p. 11375).

DEBATS PARLEMENTAIRES

PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 157 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du mercredi 14 novembre 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 7997).

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Décret du 14 novembre 1951 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décrets en date du 14 novembre 1951, pris sur le rapport du président du conseil des ministres, vu les déclarations du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date des 26 septembre, 5 octobre et 8 novembre 1951, portant que les promotions et nominations faisant l'objet des présents décrets sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

Buré (Emile), journaliste; 54 ans d'activité professionnelle. Officier du 20 mars 1934.

Au grade d'officier.

MM.

Schlin (Fernand-Gustave), administrateur de sociétés et publiciste; 51 ans de services militaires et d'activité professionnelle. Chevalier du 29 janvier 1937.

Ris (Raymond-Jean), docteur en médecine; 33 ans de services militaires et d'activité professionnelle. Chevalier du 31 décembre 1933.

Au grade de chevalier.

MM.

Erro (Léopold), conseiller municipal de Pornichet; 55 ans de services militaires et d'activité professionnelle; 16 ans de fonctions électives.

Iran (Eugène), négociant; 55 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Duriou (Yves-Marie), docteur en médecine; 37 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Avid (Adolphe), agriculteur; 56 ans de services militaires et d'activité professionnelle; 28 ans de fonctions électives

Eschaux-Blanc (Jules-Ferdinand), artisan; 50 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Lintard (Jean-Michel), administrateur au ministère de l'éducation nationale, chef de cabinet du président du Conseil de la République; 20 ans de services civils et miliaires. Services dans la Résistance.

Lavernier (Maurice-André), agriculteur; 42 ans de services militaires et d'activité professionnelle; 30 ans de fonctions électives.

Lynat (Henri), commerçant; 50 ans de services militaires et d'activité professionnelle; 22 ans de fonctions électives

Abbé Cheruel (Jules-Jean-Paul), aumônier des lycées de Saint-Brieuc, membre du comité départemental de la libération; 25 ans de services militaires et de fonctions privées. Services dans la Résistance.

Dimal (Raymond-Charles-Fernand), industriel; 36 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Ayot (Pierre-Etienne-Claude), industriel; 27 ans de services militaires et d'activité professionnelle. Services dans la Résistance.

Décret du 14 novembre 1951 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 14 novembre 1951, pris en conseil des ministres, sur le rapport du président du conseil des ministres, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 8 novembre 1951, portant que la nomination faisant l'objet du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

Alexandre de Marenches. Chevalier du 15 mars 1946 (titres exceptionnels).

Création d'une commission du plan d'équipement scolaire, universitaire, scientifique et artistique.

Le président du conseil,

Sur la proposition du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 46-2 du 3 janvier 1946 portant création, à la présidence du Gouvernement, d'un conseil du plan de modernisation et d'équipement, et fixant les attributions du commissaire général au plan, notamment son article 5;

Vu le rapport du commissaire général au plan,

Arrête:

Art. 1er. — Il est institué au commissariat général du plan de modernisation et d'équipement une commission du plan d'équipement scolaire, universitaire, scientifique et artistique.

Art. 2. — Cette commission est chargée de présenter, dans un délai de quatre mois, à compter de la publication du présent arrêté, au ministre de l'éducation nationale et au commissaire général au plan, pour être soumis au Gouvernement, un plan de réalisation des constructions scolaires, universitaires, scientifiques et artistiques, indispensables à l'instruction et à la culture.

Ce plan définira les besoins de la Nation dans ces différents domaines et proposera les moyens techniques, administratifs et financiers à mettre en œuvre pour les satisfaire totalement ou par tranches au cours des années 1952 à 1956.

Art. 3. — La commission du plan d'équipement scolaire, universitaire, scientifique et artistique, sera assistée par quatre groupes de travail interministériels chargés d'étudier chacun des aspects suivants du problème posé:

1° Inventaire des besoins;
2° Procédures administratives et financières;
3° Financement;
4° Technique et coût de la construction.

Les groupes de travail interministériels, présidés respectivement par les membres de la commission du plan, comprendront des représentants du commissariat général du plan du ministère de l'éducation nationale et des autres départements ministériels intéressés, notamment les ministères de l'intérieur, des finances et des affaires économiques, du budget, de la reconstruction et de l'urbanisme, des travaux publics, des transports et du tourisme.

Ces groupes pourront s'adjoindre d'autres membres et entendre toutes les personnalités appartenant aussi bien aux administrations publiques qu'à des organismes privés, ainsi que tous experts dont ils estimeront l'audition ou la consultation nécessaires à l'élaboration du plan.

Art. 4. — La commission prévue à l'article 1er est ainsi constituée:

Président.

M. Le Gorgeu, conseiller d'Etat,

assisté de:

M. Hudeley, directeur de l'administration générale au ministère de l'éducation nationale.

Membres.

M. Faral, administrateur du Collège de France, vice-président du conseil supérieur de l'éducation nationale (président du groupe « inventaire »).

M. Grimaud, conseiller maître à la Cour des comptes (président du groupe « procédures »).

M. Deroy, gouverneur du Crédit foncier de France (président du groupe « financement »).

M. Decelle, ingénieur en chef des ponts et chaussées (président du groupe « construction »).

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale et le commissaire général au plan sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1951.

R. PLEVEN.

Création d'une commission de modernisation et d'équipement de la région Bas-Rhône-Languedoc.

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret n° 46-2 du 3 janvier 1946 fixant les attributions du commissaire général au plan, et notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture en date du 25 octobre 1946 portant organisation d'une commission régionale d'études et de coordination concernant la reconstitution agricole de la région naturelle dite du Bas-Rhône;

Vu la loi du 24 mai 1951 relative aux comptes spéciaux du Trésor, et notamment l'article 9 prévoyant la possibilité d'un régime particulier d'organisation pour la mise en valeur de régions déterminées;

Sur rapport du commissaire général au plan,

Arrête:

Art. 1er. — Il est créé au commissariat général du plan une commission de modernisation et d'équipement pour la région Bas-Rhône-Languedoc.

Art. 2. — La commission prévue à l'article 1er est chargée:

1° De regrouper, compléter s'il y a lieu et coordonner les études faites, tant sur place qu'à l'échelon national, sur l'ensemble des problèmes posés par l'équipement et l'orientation économiques de la région considérée, et notamment de la zone susceptible d'être irriguée par les canaux dérivés du Rhône et des fleuves côtiers;

2° De préparer l'application au cas de cette région de l'article 9 de la loi du 24 mai 1951;

3° De proposer un programme de l'action à entreprendre dans ce cadre et de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour en assurer l'exécution;

4° De faire rapport sur les divers points ci-dessus dans un délai de six mois à dater de la publication du présent arrêté.

Art. 3. — La commission de modernisation et d'équipement de la région Bas-Rhône-Languedoc est ainsi constituée:

Président.

M. Philippe Lamour, agriculteur à Bellegarde-du-Gard, président de la région pilote du Bas-Rhône.

Vice-président.

M. Lyon, inspecteur général des eaux et du génie rural, président du comité national de l'irrigation et de l'assainissement.

Rapporteur général.

M. Piel, inspecteur de l'économie nationale.

Rapporteurs techniques.

M. Portal, inspecteur général de l'agriculture.

M. Arrighi de Casanova, chef de la section technique de l'hydraulique agricole à Arles.

Membres.

M. Ambacher, chef du bureau de l'équipement, de l'urbanisme et de la vicinalité au ministère de l'intérieur.

M. Artaud, agriculteur à Nîmes.

M. Alabouvette, professeur à l'école nationale d'agriculture de Montpellier.

M. Béne, président du conseil général de l'Hérault.

M. Blanc, directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole au ministère de l'agriculture.

M. Bou, conseiller technique du commissaire général au plan.

M. Cavenel, inspecteur général des ponts et chaussées.

M. Chassang, président de la chambre d'agriculture de l'Hérault.

M. Gravier, chargé de mission au commissariat général du plan.

M. le baron Le Roy, viticulteur à Châteauneuf-du-Pape, président de l'office international du vin.

M. Malet, président de la 10e région économique (Montpellier).

M. Malet, président du conseil général du Gard.

M. Milhau, professeur d'économie politique à la faculté de droit de Montpellier.

M. Protin, directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture.

M. Randet, chef du service de l'aménagement du territoire au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

M. Rastoin, pésident de la 11e région économique (Marseille).

M. Tournier, directeur administratif de la compagnie nationale du Rhône.

Art. 4. — La commission se réunit sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, de son vice-président, soit à Paris, soit dans une localité de la région intéressée.

La commission et les groupes de travail qu'elle pourra juger utile de constituer entendront toutes les personnalités, appartenant aussi bien aux assemblées élues et aux administrations publiques qu'aux organismes privés, ainsi que tous experts dont ils estimeront l'audition ou la consultation nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 5. — L'inspecteur général de l'administration en service extraordinaire et les préfets des départements intéressés peuvent, de droit, assister aux réunions de la commission; d'office ils reçoivent communication des ordres du jour et procès-verbaux desdites réunions et, d'une manière générale, de tous les documents établis par ou pour la commission.

Art. 6. — Le commissaire général au plan est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1951.

R. PLEVEN.

MINISTERES D'ETAT

RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES

Citation à l'ordre de la Nation.

Le président du conseil des ministres, sur le rapport du ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, cite à l'ordre de la Nation:

M. Jean-Léon-François-Marie de Raymond, gouverneur de 1re classe de la France d'outre-mer, commissaire de la République au Cambodge, mort pour la France. Haut fonctionnaire appelé par la confiance du Gouvernement français aux postes les plus délicats et dans les circonstances les plus difficiles, le gouverneur de Raymond s'est totalement consacré à cette Indochine qui vit ses débuts comme jeune officier d'infanterie coloniale avant sa nomination dans le corps de l'inspection de la France d'outre-mer. Conseiller fédéral aux affaires politiques du haut commissariat, commissaire de la République au Laos, puis au Cambodge, il n'a cessé dans ces différentes fonctions de rendre les plus signalés services à la cause commune de la France et des Etats associés. Comme commissaire de la République au Cambodge, il aura été un artisan sincère et efficace de l'amitié franco-cambodgienne grâce à sa conviction profonde, à la lucidité de son jugement et à son aptitude à saisir l'agencement des rapports existant désormais entre la France et les Etats associés. Est mort pour la France, lâchement assassiné le 29 octobre 1951.

Fait à Paris, le 29 octobre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre d'Etat,
chargé des relations avec les Etats associés,
JEAN LETOURNEAU.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'assesseurs près la commission spéciale de cassation des pensions.

Par décret en date du 13 novembre 1951:

M. Barjot (Alain), maître des requêtes au conseil d'Etat, est nommé assesseur titulaire près la commission spéciale de cassation des pensions en remplacement de M. Henry (Patrice), conseiller référendaire à la cour des comptes, dont la démission est acceptée.

M. Martin (Marcel), maître des requêtes au conseil d'Etat, est nommé assesseur suppléant près la commission spéciale de cassation des pensions.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un magistrat.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, M. Calmel, juge de paix de Figeac (cantons Est et Ouest), Cajarc, Limogne et Lacapelle-Marival (Lot) (2e classe), est nommé, sur sa demande, juge de paix de Montceau-les-Mines, Montchanin-les-Mines et Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire) (2e classe), en remplacement de M. Philippart, non acceptant et dont la nomination a été rapportée.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un magistrat.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur proposition du conseil supérieur de la magistrature, M. Laurent, juge de paix de Bannalec et Scaër (Finistère) (3e classe), est nommé, sur sa demande, juge de paix de 3e classe personnelle de Carhaix et Huelgoat (2e classe) (Finistère), en remplacement de M. Le Liboux qui a été nommé juge de paix de Quimper, Briec et Fouesnant (Finistère) (2e classe) (décrets des 6 novembre 1939 et 21 juin 1946).

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un magistrat.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur proposition du conseil supérieur de la magistrature, M. Helary, juge de paix de 3e classe personnelle de Saint-Pol-de-Léon, Plouescat et Plouzévédé (Finistère) (2e classe), est nommé, sur sa demande, juge de paix de 2e classe personnelle de Morlaix, Lanmeur, Taulé et Plouigneau (Finistère) (2e classe) (décrets des 6 novembre 1939 et 21 juin 1946), en remplacement de M. Colombel, qui a été nommé juge de paix de Nantes (6e et 7e cantons) (Loire-Inférieure) (1re classe).

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un magistrat.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur proposition du conseil supérieur de la magistrature, M. Souhatin, juge de paix de Charenton (Seine) (hors classe), est nommé, sur sa demande, juge de paix du tribunal de simple police de Paris (Seine) (hors classe), en remplacement de M. Angeli, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Décret du 13 novembre 1951 portant nominations de magistrats.

Par décret du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature:

M. Libmann, juge de 2e classe au tribunal cantonal de Schiltigheim, est élevé à la 1re classe et maintenu dans ses fonctions actuelles.

Sont nommés:

Juge du Livre foncier de 1re classe au tribunal cantonal de Schiltigheim, sur sa demande, M. Lévy, juge du Livre foncier de 1re classe au tribunal cantonal de Huningue, en remplacement de M. Zynck, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Juge du Livre foncier de 1re classe au tribunal cantonal de Huningue, M. Rach (Charles), greffier du tribunal cantonal de Kaysersberg, en remplacement de M. Lévy.

Décret du 13 novembre 1951 portant nominations de magistrats.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, sont nommés:

Conseiller à la cour d'appel d'Alger, sur sa demande, M. Decorl, procureur de la République près le tribunal de première instance d'Orléansville, en remplacement de M. Maugain, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Juge de paix de Constantine, sur sa demande, M. de Loys, juge de paix de Bou Saada, en remplacement de M. Anglade, qui a été nommé juge de paix de Béja.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination de magistrats.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature:

Sont nommés:

Président de chambre à la cour d'appel de Fort-de-France, M. Wilhelm, conseiller de cour d'appel mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (services des affaires allemandes et autrichiennes), en remplacement de M. Galtier, qui a été nommé président de chambre à la cour d'appel d'Alger.

Conseiller à la cour d'appel de Besançon, M. Moreau, président du tribunal de première instance de Saint-Claude, en remplacement de M. Raffali, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Conseiller à la cour d'appel de Montpellier, sur sa demande, M. Ames, président du tribunal de première instance d'Alès, en remplacement de M. Teillard décédé.

Conseiller à la cour d'appel de Rouen, M. Homet, juge d'instruction au tribunal de première instance de Rouen, en remplacement de M. Guerre, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Président du tribunal de première instance de Verdun, sur sa demande, M. Althoffer, président du tribunal de première instance de Mirecourt, en remplacement de M. Schaer, qui a été nommé conseiller à la cour d'appel d'Amiens.

Président du tribunal de première instance de Mirecourt, M. Landfriem, juge d'instruction de 2e classe au tribunal de première instance d'Epinal, en remplacement de M. Althoffer.

Président du tribunal de première instance de Pont-Audemer, M. Boudon, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Briey, en remplacement de M. Costeux, non acceptant, et dont la nomination a été rapportée.

Président du tribunal de première instance de Saint-Dié, M. Lallemant, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Briey, en remplacement de M. Odin, qui a été nommé vice-président au tribunal de première instance de Versailles.

Juge de 1re classe au tribunal cantonal de Bitche, sur sa demande, M. Jost, juge au tribunal de première instance de Lille, en remplacement de M. Metzger, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Saverne.

Juge au tribunal de première instance de Lille, M. Chazelle, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Cambrai, en remplacement de M. Jost.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance d'Avignon, sur sa demande, M. Vallat, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Tournon, en remplacement de M. Thibault-Laurent, non acceptant, et dont la nomination a été rapportée.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance de Mamers, M. Belin (Jean-Etienne-Fernand), docteur en droit, avocat (loi du 5 avril 1919, article 18 [§ 7] modifié par les articles 8 et 10 de la loi du 15 juillet 1930), en remplacement de M. Reynaud, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Fez.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance de la Rochelle, sur sa demande, M. Amsler, juge de 2e classe au tribunal de première instance d'Aubusson, en remplacement de M. Breton, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Tulle.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance de Remiremont, sur sa demande, M. Willemin, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Saverne, en remplacement de M. Gross, qui est nommé juge de 3e classe au tribunal de première instance de Saverne.

Juge de 3e classe au tribunal de première instance de Saverne, M. Gross, juge de 3e classe au tribunal de première instance de Remiremont, en remplacement de M. Willemin.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance de Saint-Julien, M. Germain (Maurice-Marie-Régis), juge de 2e classe en congé de longue durée, en remplacement de M. Eyrier, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Casablanca.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance de Semur, sur sa demande, M. Colombet, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Pontarlier, en remplacement de M. Labarre, décédé.

Juge de 2e classe au tribunal de première instance de Trévoux, sur sa demande, M. Reuchsel, juge de 2e classe au tribunal de première instance de Mâcon, en remplacement de M. Molines, qui a été mis en congé de longue durée.

Juge de 3e classe au tribunal de première instance de Blois, sur sa demande, Mme Cohen-Félix, épouse Kopinski, juge de 3e classe au tribunal de première instance de Montbéliard, en remplacement de M. Coulon, qui a été nommé président du tribunal de première instance de Vervins.

Juge de 3e classe au tribunal de première instance de Saint-Nazaire, M. Porcheron, juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel de Rennes, en remplacement de M. Jouffrault, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Chartres.

Juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel de Colmar, M. Le Mestric, juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel de Saint-Denis.

M. Lelièvre, président de 2e classe du tribunal de première instance de Corbeil, est élevé à la 1re classe et maintenu dans ses fonctions de président du tribunal de première instance de Corbeil.

Décret du 13 novembre 1951 portant attributions de fonctions à des magistrats.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, sont désignés pour exercer pendant une période de trois ans, à compter du 1er octobre 1951, les fonctions de conseiller délégué à la protection de l'enfance auprès des cours d'appel ci-après:

Cour d'appel d'Agen: M. Thau, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel d'Aix: M. Fatou, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel d'Amiens: M. Lesselin, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel d'Angers: M. Belin, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Bastia: M. Giovanetti, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Bordeaux: M. Guyonnet-Duperrat, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Caen: M. Bersihand, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Chambéry: M. Guillot, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Colmar: M. Franck, conseiller à ladite cour; M. Charlot, conseiller à ladite cour (chambre détachée de Metz).
Cour d'appel de Douai: M. Lannoy, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Grenoble: M. Politi, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Montpellier: M. Baradat, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Nancy: M. Rosambert, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Nimes: M. Chausse, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Paris: M. Ferrier, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Pau: M. Delmonte, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Poitiers: M. Hugues, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Rennes: M. Guillon, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Rouen: M. Fouye, conseiller à ladite cour.
Cour d'appel de Toulouse: M. Thabaut, conseiller à ladite cour.

Décret du 13 novembre 1951 portant attributions de fonctions à des magistrats.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, sont chargés, pour une période de trois ans, à compter des dates ci-après, des fonctions de juges des enfants:

Cour d'appel d'Amiens.

Tribunal de Beauvais: M. Almairac, juge audit tribunal, pour compter du 2 novembre 1951.

Cour d'appel de Bastia.

Tribunal de Bastia: M. Franceschi, juge audit tribunal, pour compter du 29 octobre 1951.

Cour d'appel de Bordeaux.

Tribunal d'Angoulême: M. Gary, juge audit tribunal, pour compter du 27 mai 1951.

Cour d'appel de Colmar.

Tribunal de Sarreguemines: M. Viguie, juge audit tribunal, pour compter du 9 novembre 1951.

Cour d'appel de Dijon.

Tribunal de Chalon-sur-Saône: M. Chautard, juge audit tribunal, pour compter du 29 mars 1949.

Cour d'appel de Douai.

Tribunal de Béthune: M. Costes, juge audit tribunal, pour compter du 9 février 1951.

Tribunal de Boulogne-sur-Mer: M. Sevin, juge audit tribunal, pour compter du 11 mai 1951.

Tribunal de Dunkerque: M. Waels, juge audit tribunal, pour compter du 22 juillet 1949.

Tribunal de Douai: M. Grau, juge audit tribunal, pour compter du 3 novembre 1950.

Cour d'appel de Montpellier.

Tribunal de Rodez: M. Lubac, juge audit tribunal, pour compter du 15 juillet 1951.

Cour d'appel de Rouen.

Tribunal d'Evreux: Mme Renouvin, juge audit tribunal, pour compter du 27 mai 1950.

Décret du 13 novembre 1951 portant attribution de fonctions à des magistrats.

Par décret en date du 13 novembre 1951 pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, sont chargés pour trois ans, à compter du 1er octobre 1951, des fonctions de juge des enfants dans les tribunaux ci-après:

Cour d'appel d'Agen.

Tribunal d'Agen: M. Aigon, juge audit tribunal.

Cour d'appel d'Aix.

Tribunal de Digne: M. Baudrand, juge audit tribunal.
Tribunal de Marseille: M. Michel, juge audit tribunal.
Tribunal de Nice: M. Sabatier, juge audit tribunal.
Tribunal de Toulon: M. Leduc, juge audit tribunal.

Cour d'appel d'Amiens.

Tribunal d'Amiens: M. Ayme, juge audit tribunal.
Tribunal de Laon: M. Sautai, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Besançon.

Tribunal de Vesoul: M. Henry, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Bourges.

Tribunal de Bourges: M. Aucopi, juge audit tribunal.
Tribunal de Nevers: M. Remy, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Chambéry.

Tribunal de Chambéry: M. Baccard, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Colmar.

Tribunal de Metz: M. Pell, juge audit tribunal.
Tribunal de Strasbourg: M. Joseph, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Dijon.

Tribunal de Chaumont: M. Frotte, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Douai.

Tribunal de Lille: M. Bonassies, juge audit tribunal.
Tribunal de Valenciennes: M. Mayer, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Grenoble.

Tribunal de Gap: M. Dubois, président dudit tribunal.

Cour d'appel de Limoges.

Tribunal de Brive: M. Joffre, juge audit tribunal.
Tribunal de Guéret: M. Galateau, juge audit tribunal.
Tribunal de Limoges: M. Caillamaud, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Lyon.

Tribunal de Lyon: M. Moene, juge audit tribunal.
Tribunal de Saint-Etienne: M. Blondeau, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Montpellier.

Tribunal de Carcassonne: M. Delsart, juge audit tribunal.
Tribunal de Perpignan: M. Bonnefont, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Nancy.

Tribunal de Charleville: M. Costeux, juge audit tribunal.
Tribunal de Nancy: M. Puzin, juge audit tribunal.
Tribunal de Verdun: M. Brogly, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Nîmes.

Tribunal de Nîmes: M. Bernard, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Paris.

Tribunal d'Auxerre: M. Didier, vice-président audit tribunal.
Tribunal de Corbeil: M. Bourlhoumieux, juge audit tribunal.
Tribunal de Melun: M. Barat, juge audit tribunal.
Tribunal de Reims: M. Burgues, juge audit tribunal.
Tribunal de la Seine: M. Chazal, juge audit tribunal; M. Cot de Andreis, juge audit tribunal; M. Laporte, juge audit tribunal; M. Turquey, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Pau.

Tribunal de Bayonne: M. Liard, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Poitiers.

Tribunal de Poitiers: M. Farizy, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Rennes.

Tribunal de Brest: M. Monical, juge audit tribunal.
Tribunal de Quimper: M. Heraud, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Riom.

Tribunal d'Aurillac: M. Soule, juge audit tribunal.
Tribunal du Puy: M. Rieu, juge audit tribunal.

Cour d'appel de Toulouse.

Tribunal d'Albi: M. Bec, juge audit tribunal
Tribunal de Foix: M. Garrigues, président dudit tribunal.
Tribunal de Montauban: M. Ayraud, juge audit tribunal.

Décret du 13 novembre 1951 chargeant deux magistrats des fonctions de l'instruction.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature:

M. Delaroche, juge au tribunal de première instance de Châteaudun, est chargé pour trois ans des fonctions de l'instruction au tribunal, en remplacement de M. Scelle, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Troyes.

M. Dumond, juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel d'Aix, affecté au tribunal de première instance de Marseille, est chargé, à titre temporaire, des fonctions de l'instruction audit tribunal, pour les exercer concurremment avec les magistrats titulaires, en remplacement de M. Le Baut, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Château-Gontier.

Décret du 13 novembre 1951 chargeant deux magistrats des fonctions de l'instruction.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du conseil supérieur de la magistrature, sont chargés pour trois ans des fonctions de l'instruction aux tribunaux de première instance ci-après désignés:

Alger (poste créé), M. Ronchaud, juge audit tribunal.

Tlemcen, M. Courmontagne, juge audit tribunal, en remplacement de M. Faberon, qui a été nommé juge au tribunal de première instance d'Oran.

Décret du 13 novembre 1951 plaçant un magistrat en position de détachement.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Lataste (Bernard-Jean-Henri-François), suppléant rétribué de juge de paix de Morris, est mis pour une période de cinq ans, en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour exercer des fonctions judiciaires au tribunal mixte immobilier de Tunisie.

Décret du 13 novembre 1951 maintenant un magistrat en position de détachement.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Thierry (André), juge de 2e classe, est maintenu pour une période de six mois, à compter du 1er avril 1951, en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour exercer les fonctions d'administrateur dans le cadre temporaire des services des affaires allemandes et autrichiennes.

Décret du 13 novembre 1951 admettant un magistrat à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Gasc, juge de 2e classe au tribunal de première instance d'Ussel, est admis à faire valoir ses droits à la retraite (limite d'âge), à compter du 11 novembre 1951, et est nommé juge honoraire au tribunal de première instance d'Ussel.

Décret du 13 novembre 1951 admettant un magistrat à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Maljean, juge de paix d'Aignay-le-Duc et Baigneux (Côte-d'Or), est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 6 décembre 1951 (loi du 20 septembre 1948).

Décret du 13 novembre 1951 portant nominations de juges de paix.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature:

Sont nommés juges de paix de:

Béziers (1er canton) et Servian (Hérault) (1re classe), sur sa demande, M. Guerin, juge de paix de Denain et Bouchain (Nord) (1re classe), en remplacement de M. Fongarnand, non acceptant, et dont la nomination a été rapportée.

Denain et Bouchain (Nord) (1re classe), M. Argacha, juge de paix de Lagny et Crécy-en-Brie (Seine-et-Marne) (2e classe), en remplacement de M. Guerin.

Brest (1er et 3e canton) (Finistère) (1re classe), M. Carre, juge de paix de Questembert, Rochefort-en-Terre et Allaire (Morbihan) (2e classe), en remplacement de M. Journeaux, non acceptant, et dont la nomination a été rapportée.

Dijon (cantons Est et Nord) et Saint-Seine-l'Abbaye (Côte-d'Or) (1re classe), sur sa demande, M. Berthou, juge de paix de Béthune et Cambrin (Pas-de-Calais) (1re classe), en remplacement de M. Neuzillet, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Marseille (2e canton) (Bouches-du-Rhône) (1re classe), M. Germain, juge de paix d'Arles (canton Ouest), Saintes-Maries-de-la-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône) (2e classe), en remplacement de M. Orsatelli qui a été nommé juge de paix de Villejuif (Seine) (hors classe).

Reims (2e canton) (Marne) (1re classe), M. Tallon, juge de paix d'Epernay, Ay, Dormans, Châtillon-sur-Marne et Montmort (Marne) (2e classe), en remplacement de M. Petit, qui a été nommé juge de paix de Paris (20e arrondissement) (Seine) (hors classe).

Rennes (canton Nord-Est), Liffré, Saint-Aubin-d'Aubigné et Saint-Aubin-du-Cormier (Ille-et-Vilaine) (1re classe), M. Sinquin, juge de paix de Lorient (1er et 2e canton) (Morbihan) (1re classe), en remplacement de M. Le Clech, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Avignon (canton Nord) (Vaucluse) et Villeneuve-lès-Avignon (Gard) (2e classe), M. Armogathe, juge de paix de la Grand'Combe et Génolhac (Gard) (3e classe), en remplacement de M. Villedieu, non acceptant, et dont la nomination a été rapportée.

Besançon (canton Sud), Audeux, Ornans, Boussières et Quingey (Doubs) (2e classe), sur sa demande, M. Jourdan, juge de paix de Saint-Dié, Provenchères et Fraize (Vosges) (2e classe), en remplacement de M. Cornu qui a été nommé juge de paix de Limoges (cantons Nord et Ouest) (Haute-Vienne) (1re classe).

Laval (cantons Est et Ouest) et Loiron (Mayenne) (2e classe), M. Allemand, juge de paix de Cahors (canton Nord), Lauzès et Saint-Géry (Lot) (3e classe), en remplacement de M. Lacour, non acceptant, et dont la nomination a été rapportée.

Rieupeyroux, la Salvetat et Najac (Aveyron) (3e classe), sur sa demande, M. Burguière, juge de paix de Courpière, Lezoux, Cunlhat et Olliergues (Puy-de-Dôme) (3e classe), en remplacement de M. Bonhomme, non acceptant et dont la nomination a été rapportée.

La Voulte-sur-Rhône et Saint-Pierreville (Ardèche) (3e classe), M. Cantier, suppléant rétribué de juge de paix du ressort de la cour d'appel de Nîmes, en remplacement de M. Cellier qui a été nommé juge de paix de Blain, Nozay et Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure) (2e classe).

Est élevé à la 2e classe et maintenu dans son poste actuel:

M. Bahaban, juge de paix de 3e classe personnelle de Bessèges, Saint-Ambroix et Barjac (Gard) (2e classe).

Est élevé à la 3e classe et maintenu dans son poste actuel:

M. Tremolet, juge de paix de 4e classe personnelle de Langogne, Villefort, Grandrieu (Lozère), Coucouron et Saint-Etienne-de-Ludgarès (Ardèche) (3e classe).

Est nommé juge de paix honoraire:

M. Neuzillet, ancien juge de paix de Dijon (cantons Est et Nord) et Saint-Seine-l'Abbaye (Côte-d'Or).

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un suppléant rétribué de juge de paix.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Thiery (Raymond-Georges), licencié en droit, est nommé suppléant rétribué de juge de paix d'Elmilia, en remplacement de M. Negre, dont la nomination a été rapportée.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un juge suppléant.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Cotte (Yves-Louis-Jean), avocat stagiaire, est nommé juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel de Fort-de-France.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un juge suppléant.

Par décret en date du 13 novembre 1951, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Fontaine (Joseph-Désiré-François-Maurice), avocat stagiaire, est nommé juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel de Douai.

Décret du 13 novembre 1951 nommant un officier ministériel.

Par décret en date du 13 novembre 1951, M. Bruère (Jacques-Jean) est nommé huissier du tribunal de première instance d'Avesnes (Nord), en remplacement de M. Ponthieu (Raphaël-Pierre-Jules), décédé, à charge de verser à la caisse des dépôts et consignations, avant de prêter serment, la somme de 1 million de francs au profit de qui de droit.

Décret du 13 novembre 1951 nommant un notaire en Algérie.

Par décret en date du 13 novembre 1951, M. Deluca (Maxime-Louis) est nommé notaire à la résidence de Bône (Constantine), en remplacement de M. Lemonnier (Gaston-Lucien-Marie), atteint par la limite d'âge.

Décret conférant l'honorariat à un notaire en Algérie.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 novembre 1951: page 11091, 2e colonne, 17e ligne, au lieu de: « M. Tordjam (Makloufi) », lire: « M. Tordjman (Makloufi) ».

Décret du 14 novembre 1951 portant nomination d'un conseiller d'Etat honoraire.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, ensemble le décret du même jour fixant son règlement intérieur, et les textes qui les ont modifiés et complétés;

Vu le décret du 26 novembre 1947 mettant M. Delcassé d'Huc de Monségou, conseiller d'Etat en service ordinaire, en disponibilité pour convenances personnelles, à compter du 1er novembre 1947;

Vu la lettre de M. Delcassé d'Huc de Monségou;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Delcassé d'Huc de Monségou, conseiller d'Etat en service ordinaire, mis en disponibilité pour convenances personnelles à dater du 1er novembre 1947, est nommé conseiller d'Etat honoraire.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

EDGAR FAURE.

Décret du 14 novembre 1951 admettant un conseiller d'Etat à faire valoir ses droits à la retraite et le nommant président de section honoraire.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, ensemble le décret du même jour fixant son règlement intérieur, et les textes qui les ont modifiés et complétés, notamment le décret n° 51-225 du 26 février 1951;

Vu la demande d'admission à la retraite présentée par M. le conseiller d'Etat Blondeau;

Vu la loi du 20 novembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Eugène Blondeau, conseiller d'Etat en service ordinaire, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et est nommé président de section honoraire au conseil d'Etat.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

EDGAR FAURE.

Décret du 14 novembre 1951 admettant un conseiller d'Etat à faire valoir ses droits à la retraite et le nommant conseiller d'Etat honoraire.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, et notamment son article 18, ensemble le décret du même jour fixant son règlement intérieur et les textes qui les ont modifiés et complétés;

Vu la loi du 20 novembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. André Bouffard, conseiller d'Etat en service ordinaire, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et est nommé conseiller d'Etat honoraire.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

EDGAR FAURE.

Décret du 14 novembre 1951 portant nomination d'un conseiller d'Etat.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, ensemble le décret du même jour fixant son règlement intérieur, et les textes qui les ont modifiés et complétés, notamment le décret n° 225 du 26 février 1951;

Vu le décret de ce jour admettant M. André Bouffard, conseiller d'Etat, à faire valoir ses droits à la retraite;

Vu les présentations faites par application de l'article 7 de l'ordonnance précitée;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Raymond Odent, maître des requêtes au conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire, en remplacement de M. André Bouffard.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

EDGAR FAURE.

Décret du 14 novembre 1951 portant nomination d'un conseiller d'Etat.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, ensemble le décret du même jour fixant son règlement intérieur, et les textes qui les ont modifiés et complétés, notamment le décret n° 225 du 26 février 1951.

Vu le décret de ce jour admettant M. Blondeau, conseiller d'Etat, à faire valoir ses droits à la retraite;

Vu les présentations faites par application de l'article 7 de l'ordonnance précitée;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. André Heilbronner, maître des requêtes au conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire, en remplacement de M. Blondeau.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

EDGAR FAURE.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Décret du 14 novembre 1951 portant nominations de maîtres des requêtes au conseil d'Etat.

Par décret en date du 14 novembre 1951:

M. Bernard Jouvin, auditeur de 1re classe au conseil d'Etat, est nommé maître des requêtes au conseil d'Etat, en remplacement de M. Odent.

M. Jean Ravanel, auditeur de 1re classe au conseil d'Etat, est nommé maître des requêtes au conseil d'Etat, en remplacement de M. Heilbronner.

Décret du 14 novembre 1951 portant nomination d'un maître des requêtes honoraire au conseil d'Etat.

Par décret en date du 14 novembre 1951, M. Cellier (Charles), maître des requêtes au conseil d'Etat, mis en disponibilité pour convenances personnelles à dater du 1er avril 1945, est nommé maître des requêtes honoraire au conseil d'Etat.

Autorisation de recrutement, à titre exceptionnel, de personnel auxiliaire à l'administration centrale.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget,

Vu le décret n° 51-862 du 7 juillet 1951,

Arrêtent:

Art. 1er. — A titre exceptionnel, le recrutement de sept auxiliaires de bureau est autorisé à l'administration centrale du ministère de la justice.

Art. 2. — Jusqu'au 31 décembre 1952, les emplois pourvus en application de l'article précédent n'entreront pas en compte pour l'application des pourcentages prévus à l'article 1er du décret du 7 juillet 1951 susvisé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1951.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation:
Le directeur du cabinet,
OLAF LECARPENTIER.

Pour le ministre du budget et par délégation:
Le directeur du budget,
R. GOETZE.

Autorisation de recrutement, à titre exceptionnel, de greffiers, secrétaires de parquet, auxiliaires de bureau et de service des cours et tribunaux.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget,

Vu le décret n° 51-862 du 7 juillet 1951,

Arrêtent:

Art. 1er. — Jusqu'au 31 décembre 1952, est autorisé, à titre exceptionnel et dans la proportion des 4/5 des vacances, le recrutement des personnels ci-après désignés en fonctions dans les juridictions autres que celles du ressort de la cour d'appel de Colmar et des départements d'outre-mer:

1° Greffiers des cours et tribunaux;

2° Secrétaires de parquet des cours et tribunaux;

3° Auxiliaires de service et auxiliaires de bureau des cours et tribunaux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1951.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation:
Le directeur du cabinet,
OLAF LECARPENTIER.

Pour le ministre du budget et par délégation:
Le directeur du budget,
R. GOETZE.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret du 13 novembre 1951 portant promotion dans le corps du contrôle civil au Maroc.

Par décret en date du 13 novembre 1951, sont promus:

Contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

(A compter du 1er juillet 1951.)

M. Mignon (Léon), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er février 1951.

M. Guedon (Robert), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mars 1951.

M. Petit (Jacques), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mars 1951.

M. Ecorcheville (Amédée), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mars 1951.

M. Fines (Jean), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mars 1951.

M. Darre (Jean), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mai 1951.

M. Hubert (Paul), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mai 1951.

M. Lefort (François), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mai 1951.

M. Forichon (Robert), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mai 1951.

M. Chauvel (Germain), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er mai 1951.

Contrôleur civil de 1re classe, 2e échelon.

(A compter du 1er décembre 1951.)

M. Perrin (Maurice-Henri), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

Contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er septembre 1951.)

M. Desanti (Roch), contrôleur civil de 2e classe.

M. Nicolas (André), contrôleur civil de 2e classe.

M. Plasse (Jean), contrôleur civil de 2e classe.

Contrôleur civil de 2e classe.

(A compter du 1er octobre 1951.)

M. Coidan (Etienne), contrôleur civil de 3e classe.

Contrôleur civil de 3e classe.

(A compter du 1er décembre 1951.)

M. Vittu de Kerraoul (Pierre), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Prefol (Pierre), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

Contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

(A compter du 1er août 1951.)

M. Quessada (Jean), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

M. Huguet (Henri), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er septembre 1951.)

M. Desmazières (Bertrand), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er novembre 1951.)

M. Brun (Olivier), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

Contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er août 1951.)

M. Manière (Henry-Jean), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

(A compter du 1er décembre 1951.)

M. Jeanclaude (Fernand), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

Contrôleur civil adjoint de 2e classe.

(A compter du 1er juillet 1951.)

M. Delaye (Raoul), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, avec une bonification de 25 mois (traitement et ancienneté), par application des dispositions de l'article 11 du décret du 13 avril 1935.

M. Mistral (André), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, avec une bonification de 21 mois (traitement et ancienneté), par application des dispositions de l'article 11 du décret du 13 avril 1935.

M. Coudurier (Paul), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, avec une bonification de 14 mois (traitement et ancienneté), par application des dispositions de l'article 11 du décret du 13 avril 1935

M. Thabault (Albert), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, avec une bonification de 4 mois (traitement et ancienneté), par application des dispositions de l'article 11 du décret du 13 avril 1935.

M Roger-Vasselin (Philippe), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, avec une bonification de 3 mois (traitement et ancienneté), par application des dispositions de l'article 11 du décret du 13 avril 1935.

M. Carayol (Paul), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, avec une bonification de 2 mois (traitement et ancienneté), par application des dispositions de l'article 11 du décret du 13 avril 1935.

(A compter du 1er novembre 1951.)

M. Sazarin (Pierre), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

(A compter du 1er décembre 1951.)

M. Mas (Yves), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

Contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

(A compter du 13 juillet 1951.)

M. Antier (Marcel), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon.

Décret du 13 novembre 1951 portant reclassement et promotion dans le corps du contrôle civil au Maroc.

Par décret en date du 13 novembre 1951, M. Richard (Pierre), contrôleur civil adjoint de 2e classe du 16 décembre 1948, avec un reliquat d'ancienneté de 20 mois 10 jours, est reclassé en ancienneté dans ce grade, à compter du 6 août 1946, par l'octroi d'une nouvelle bonification de 8 mois.

M. Richard (Pierre), contrôleur civil adjoint de 2e classe du 6 août 1946, est promu contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon, à compter du 1er juillet 1949.

Décret du 13 novembre 1951 portant reclassement et promotion d'un contrôleur civil adjoint par rappel de ses services militaires.

Par décret en date du 13 novembre 1951, M. Bascoul (Pierre), ancien élève de l'école nationale d'administration (promotion quarante-huit), nommé contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, du 1er janvier 1951, est reclassé, en ancienneté, contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, du 19 décembre 1947 par rappel d'une bonification d'ancienneté de 3 ans 12 jours correspondant à la durée de ses services militaires et d'un empêchement d'accession à la fonction publique postérieur au 25 juin 1940.

M. Bascoul (Pierre), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, du 19 décembre 1947, est promu contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, à compter du 1er janvier 1951, par rappel d'une bonification d'ancienneté de 2 ans.

Le reliquat d'ancienneté ultérieurement utilisable par M. Bascoul (Pierre), pour un reclassement d'échelon à l'intérieur de la 3e classe du grade de contrôleur civil adjoint, est de 1 an 12 jours.

Décret du 13 novembre 1951 portant reclassement d'un contrôleur civil adjoint par rappel de ses services militaires.

Par décret en date du 13 novembre 1951, M. Thierry de Ville-d'Avray (Michel), ancien élève de l'école nationale d'administration (promotion quarante-huit), nommé contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, du 1er janvier 1951, est reclassé, en ancienneté, contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, du 1er novembre 1949, par rappel d'une bonification d'ancienneté de 1 an 2 mois correspondant à la durée de ses services militaires.

M. Thierry de Ville-d'Avray (Michel), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, du 1er novembre 1949, est promu contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, à compter du 1er novembre 1951.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 14 novembre 1951 portant convocation du conseil général de la Seine en session ordinaire.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 août 1871 et 12 mai 1932;

Vu les décrets des 21 avril et 13 juin 1939;

Vu l'ordonnance n° 45-677 du 13 avril 1945 portant réforme du régime administratif de la ville de Paris et du département de la Seine,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil général du département de la Seine est convoqué en session ordinaire le mercredi 21 novembre 1951.

Cette session sera close le lundi 31 décembre 1951.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 novembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'intérieur,

CHARLES BRUNE.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 51-1285 relatif au recrutement du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique.

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 novembre 1951: page 11172, 1re colonne, article 1er, 8e ligne, au lieu de: « l'article 23 de la loi de finances du 24 juillet 1950 », lire: « l'article 25 de la loi de finances du 24 juillet 1950 ».

Décret du 3 novembre 1951 portant acceptation d'une offre de démission et admission dans les cadres de l'armée active (troupes métropolitaines, active, arme blindée et cavalerie).

Par décret en date du 3 novembre 1951, est acceptée l'offre de démission de son grade d'officier de réserve, présentée par M. le chef d'escadrons de cavalerie Voisin (Paul-Albert-Auguste).

Cet officier est admis dans l'armée active (arme blindée et cavalerie) avec le grade de lieutenant, pour prendre rang du 1er juin 1951 (art. 4, § 4, de la loi du 4 janvier 1929).

Il est nommé à titre temporaire, pour prendre rang du 1er juin 1951, au grade de chef d'escadrons qu'il détenait dans les réserves (art. 5 de la loi du 4 janvier 1929).

Décret du 13 novembre 1951 portant admission à la retraite pour ancienneté de services d'un officier supérieur de la gendarmerie nationale.

Par décret en date du 13 novembre 1951, M. le chef d'escadron de gendarmerie Odienne (Marcel-Gaston-Alexandre) est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à titre d'ancienneté de services, et sera rayé des cadres de l'armée active, à compter de la date de la publication du présent décret.

Remise de débet.

Par arrêté interministériel du 10 novembre 1951, et sous réserve du versement de la somme de 6.600 F, il a été fait remise gracieuse à M. Godron (Louis), ex-ouvrier du cadre, domicilié à Paris (15e), 95, rue Leblanc, de la somme de 26.404 F, représentant le reliquat d'un trop-perçu au titre de l'indemnité différentielle versée indûment à l'intéressé de novembre 1943 à octobre 1944.

Mise hors cadres, en mission, d'officiers de l'armée de terre, active.

Par arrêté du 25 octobre 1951, les officiers d'artillerie dont les noms suivent, sont placés hors cadres, en mission, au titre du secrétariat d'Etat à l'air, à compter des dates ci-après:

M. le lieutenant-colonel Puycouyoul (Lucien), 25 août 1951.

M. le capitaine Male (Michel-Henri), 17 août 1951.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Réintégration dans les cadres d'officiers de l'armée de terre, active.

Par arrêté du 7 novembre 1951:

Les officiers dont les noms suivent, placés hors cadres, en mission, au titre du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, sont réintégrés dans les cadres, à compter des dates ci-après:

M. l'intendant militaire de 2e classe Huguet (Raymond-Georges-Alfred), 10 octobre 1951.

M. l'intendant militaire de 2e classe de Rouilhan (Louis-Claude-Jean-Bertrand), 15 octobre 1951.

M. le lieutenant de cavalerie Vauquelin (Jacques-Laurent), placé hors cadres, en mission au titre du ministère des affaires étrangères (à la disposition du commissaire résident général de la République française au Maroc), est réintégré dans les cadres, à compter du 1er octobre 1951.

Administration centrale du secrétariat d'Etat à la guerre.

Par arrêté du 14 novembre 1951:

L'article 1er de l'arrêté du 16 juin 1951 portant promotions de classe, au titre de l'année 1951, dans le corps des administrateurs civils et dans le corps des secrétaires d'administration de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (guerre), est modifié ainsi qu'il suit:

Administrateurs civils de classe exceptionnelle.

. . . . . .

(Pour compter du 2 janvier 1951.)

M. Hennequin, administrateur de 1re classe, 3e échelon.

Administrateurs civils de 1re classe.

. . . . . .

(Pour compter du 1er janvier 1951.)

M. Laurens, administrateur de 2e classe, 2e échelon.

M. Coutant (P.), administrateur de 2e classe, 2e échelon.

. . . . . .

Administrateurs civils de 2e classe.

. . . . . .

(Pour compter du 2 janvier 1951.)

M. Gibeau, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

M. Favre, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

(Pour compter du 3 janvier 1951.)

M. Breuillin, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

Les fonctionnaires dont les noms suivent sont promus aux grades ci-après:

Administrateurs civils de classe exceptionnelle.

(Pour compter du 2 janvier 1951.)

M. Blanchetière, administrateur de 1re classe, 3e échelon.

(Pour compter du 14 novembre 1951.)

M. Menin, administrateur de 1re classe, 3e échelon.

Administrateurs civils de 1re classe.

(Pour compter du 2 janvier 1951.)

M. Babault, administrateur de 2e classe, 3e échelon.

M. Feltz, administrateur de 2e classe, 2e échelon

M. Henry, administrateur de 2e classe, 2e échelon.

Administrateurs civils de 2e classe.

(Pour compter du 6 mars 1951.)

M. Pinault, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

(Pour compter du 16 mars 1951.)

M. Callec, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

(Pour compter du 1er août 1951.)

M. Charli, administrateur de 3e classe, 4e échelon.

Secrétaires d'administration principaux.

(Pour compter du 16 août 1951.)

M. Ferrari, secrétaire d'administration de 1re classe, 3e échelon.

(Pour compter du 2 septembre 1951.)

M. Brun, secrétaire d'administration de 1re classe, 3e échelon.

Administration centrale du secrétariat d'Etat à l'air.

Par arrêté du 14 novembre 1951:

Les dispositions de l'arrêté en date du 16 avril 1951 sont annulées.

Les administrateurs civils de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées « air » sont promus aux classes indiquées ci-après:

A la classe exceptionnelle.

(A compter du 1er janvier 1951.)

Mlle Pellissier (Augustine).

A la 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 26 janvier 1951.)

M. Cuvillier (Robert), Mme Gault (Marguerite), Mme de Guillebon (Anne) et Mlle Brunschwik (Lisa).

A la 2e classe, 1er échelon.

(A compter du 26 janvier 1951.)

MM Barton (Yves) et Germain (Pierre).

Service des poudres.

Par arrêté en date du 1er août 1951, Mme Guedes (Marguerite), commis administratif à la poudrerie nationale de Toulouse, atteinte d'une invalidité temporaire au taux de 70 p. 100, continuera à bénéficier des prestations en nature accordées par la sécurité sociale pendant une période de six mois, du 5 janvier au 4 juillet 1951.

Par arrêté en date du 21 septembre 1951, Mme Guedes (Marguerite), commis administratif à la poudrerie nationale de Toulouse, atteinte d'une invalidité temporaire au taux de 70 p. 100, continuera à bénéficier des prestations en nature de l'assurance invalidité pendant une période de six mois, du 5 juillet 1951 au 4 janvier 1952.

Attribution du brevet d'état-major.

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine en date du 9 novembre 1951, le brevet d'état-major est attribué aux officiers énumérés ci-dessous par ordre alphabétique:

MM. les capitaines de corvette Allain Dupré (P.-F.-X.), Bourdais (Y.-F.), Cazalis de Fondouce (P.-E.-J.), Dubessey de Contenson (L.-J.-G.), Garnier (M.-G.-E.), Graignic (J.-P.), Gueirard (P.-M.-L.), Houet (N.-M.), Landrin (R.), Laure (H.-P.-E.), Vandervynckt (R.-E.-A.).

MM les lieutenants de vaisseau Clayeux (R.-A.-R.), Flament (R.-C.-L.-M.-J.), Guyon (G.-L.-J.), Platet (J.-E.), Walter (P.-A.).

MM. les ingénieurs mécaniciens principaux Duché (F.-M.-L.), Multon (M.-A.).

M. le commissaire principal Ladrange (P.-J.-H.).

Liste nominative des sous-officiers des troupes coloniales spécialistes des musiques auxquels est attribué le brevet du second degré de capacité à l'emploi de chef de fanfare des troupes coloniales à l'issue du concours organisé en octobre 1951.

Les sous-officiers spécialistes des musiques des troupes coloniales dont les noms suivent sont déclarés titulaires du brevet du second degré de capacité à l'emploi de chef de fanfare des troupes coloniales, pour compter du 20 octobre 1951:

Sergent Furet (Christian), classement 1/5, moyenne 15,50/20.

Sergent Maurice (René), classement 2/5, moyenne 14,40/20.

Sergent Bahuaud (Robert), classement 3/5, moyenne 14,10/20.

Sergent Renaud (Jacques), classement 3/5, moyenne 14,10/20.

Sergent-chef Lavie (Elie), classement 5/5, moyenne 14,00/20.

Ces sous-officiers seront, à compter du 1er novembre 1951:

Promus au grade d'adjudant et pourvus d'un emploi de chef de fanfare;

Classés à l'échelle indiciaire de solde n° 4.

Tableau de départ colonial du 1er novembre 1951.

Additif au *Journal officiel* du 1er novembre 1951:

Page 10874:

A. — **Infanterie coloniale.**

Capitaine.

Ajouter *in fine*: « Lavanga (Paul), école militaire d'escrime et de sports de combat, Antibes. — 17 novembre 1950 ».

F. — **Service de santé colonial.**

MÉDECINS

Commandants.

Page 10875, après Koch (Henri), école d'application du service de santé des troupes coloniales. — 5 juillet 1950, ajouter: « Porte (Pierre-Aimé), école d'application du service de santé des troupes coloniales, détaché à l'hôpital militaire d'instruction Percy, Clamart. — 11 juillet 1950 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er novembre 1951, page 10874, 2e colonne:

OFFICIERS

B. — **Artillerie coloniale.**

Lieutenants et sous-lieutenants.

Rayer: « Daburon (Jacques), 1/3e régiment d'artillerie coloniale. — 11 janvier 1950 (S. I.).

Rayer: « Petit (Alfred), 1/7e régiment d'artillerie coloniale. — 10 mai 1950 ».

Tableau d'avancement des sous-officiers des troupes coloniales (année 1951).

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 février 1951: page 1747, 3e colonne, pour le grade de maréchal des logis-major, les maréchaux des logis chefs, *a*, de carrière, rayer: « 1 Milon (André-Emile-Henri) » (le reste sans changement).

NOMINATIONS

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 mars 1951: page 3187, 3e colonne, au grade de maréchal des logis-major, les maréchaux des logis chefs, rayer: « 1er tour (choix). Milon (André-Emile-Henri) » (le reste sans changement).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 51-1306 du 13 novembre 1951 modifiant le décret n° 46-1487 du 7 juin 1946 portant règlement intérieur du conseil supérieur de l'éducation nationale et de sa section permanente.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 46-1084 du 18 mai 1946 relative au conseil supérieur de l'éducation nationale et aux conseils d'enseignement;

Vu le décret n° 46-1487 du 7 juin 1946 portant règlement intérieur du conseil supérieur de l'éducation nationale et de sa section permanente;

Le conseil supérieur de l'éducation nationale entendu,

Décrète:

Art. 1er — Les articles 22 et 23 du décret n° 46-1487 du 7 juin 1946 susvisé sont modifiés comme suit:

« *Art.* 22. — En matière disciplinaire, les décisions qui prononcent une sanction sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, les bulletins blancs marqués d'une croix étant comptés au bénéfice de l'inculpé.

« *Art.* 23. — En matière contentieuse, les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres présents.

« Si le scrutin ne donne pas de résultat, il est délibéré de nouveau sur la même proposition. Il est ensuite procédé à un nouveau scrutin dans les conditions prévues pour le premier.

« Si ce noveau scrutin ne donne pas de résultat, il est procédé à un troisième scrutin et la décision est alors prise à la majorité des suffrages exprimés par oui ou par non.

« En cas de partage égal des voix, la voix déclarée du président est prépondérante ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,

ANDRÉ MARIE.

Autorisation aux candidats de nationalité non française à se présenter au diplôme supérieur de bibliothécaire à titre étranger.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 29 juillet 1950 instituant un diplôme supérieur de bibliothécaire;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1950 fixant les conditions d'inscription et les modalités de l'examen du diplôme supérieur de bibliothécaire,

Arrête:

Art. 1er. — Les candidats de nationalité non française pourront, sur leur demande, se présenter à titre étranger aux épreuves du diplôme supérieur de bibliothécaire.

Ils feront, en pareil cas, l'objet d'un classement spécial et pourront être éventuellement dispensés de certaines épreuves.

Art. 2. — Pourront bénéficier de ces dispositions les candidats étrangers ne possédant pas les titres requis pour se présenter dans les conditions normales.

Art. 3. — L'autorisation et les dispenses prévues à l'article 1er et à l'article 2 seront accordées par le ministre sur avis de la commission prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé, créant le diplôme supérieur de bibliothécaire.

Art. 4. — Le diplôme obtenu à titre étranger ne sera en aucun cas valable pour le recrutement à des emplois publics en France ou dans l'Union française.

Fait à Paris, le 31 octobre 1951.

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

MARCEL BOUISSET.

Agrégation de russe.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 29 juillet 1885 portant statut général des concours d'agrégation;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1938 instituant l'agrégation de langues slaves, mention « Russe » et mention « Polonais »;

Le conseil de l'enseignement du second degré entendu,

Arrête:

Art. 1er. — A titre provisoire, les candidats seront autorisés à demander à subir en langue anglaise ou allemande l'épreuve prévue, à l'agrégation de russe, en langue polonaise ou tchèque ou serbo-croate ou bulgare.

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement du second degré est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 novembre 1951.

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet.

MARCEL BOUISSET.

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 8 novembre 1951, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, au budget du ministère de l'éducation nationale, pour l'exercice 1951, un crédit de 111.826.246 F, applicable aux chapitres ci-après:

Chap. 2050. — Personnel titulaire des bibliothèques. — Traitements	3.445.300 F.
Chap. 2380. — Hygiène scolaire. — Vacations au personnel médical et social	107.846.250
Chap. 3120. — Ecoles nationales d'enseignement technique. — Dépenses de fonctionnement	30.431
Chap. 9290. — Manufacture nationale de Sèvres. — Rééquipement en matériel	504.265
Total	111.826.246 F.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Ouverture de crédits sur exercice clos.

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 novembre 1951: page 11070, 1re colonne, 33e ligne, au lieu de: « Un crédit spécial de 10.829.000 F », lire: « Un crédit spécial de 10.829.213 F ».

Conseil académique de Strasbourg.

Par arrêté du 7 novembre 1951, est adjointe au conseil académique de Strasbourg pour le jugement des affaires disciplinaires et contentieuses de l'enseignement libre, en remplacement de Mlle Abry, directrice du collège Lucie-Berger, à Strasbourg, qui a cessé ses fonctions, Mlle Pont, nouvelle directrice du collège Lucie-Berger, à Strasbourg.

MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

Décret n° 51-1305 du 13 novembre 1951 portant ouverture et annulation de crédits sur les chapitres de la section commune du budget de la défense nationale au titre de l'exercice 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du ministre adjoint à la défense nationale,

Vu l'article 9, premier alinéa de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement;

Vu la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 relative au développement de crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (défense nationale);

Vu la notification faite aux commissions des finances et de la défense nationale des deux assemblées;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, au titre du budget général pour l'exercice 1951, en addition aux crédits alloués par la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 et par des textes spéciaux des crédits s'élevant à la somme de 102 millions de francs et applicables au chapitre 3040 « Administrations centrales (dépenses de fonctionnement de matériel et d'entretien) » du budget de la défense nationale (section commune).

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de la défense nationale, au titre du budget général pour l'exercice 1951, par la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme de 102 millions de francs sont définitivement annulés au titre du chapitre 6040 « Frais de réception, de montage et de mise au point des matériels étrangers » du budget de la défense nationale (section commune).

Art. 3. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le ministre adjoint à la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le vice-président du conseil,
ministre des finances et des affaires économiques,
RENÉ MAYER.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
GEORGES BIDAULT.

Le ministre du budget,
PIERRE COURANT.

Le ministre adjoint à la défense nationale,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret n° 51-1246 portant autorisation de dépenses, à titre d'avances, en excédent des crédits ouverts (Finances. — I: Charges communes).

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 novembre 1951, page 10955, 2e colonne, article 1er 5e ligne, au lieu de: « de dépenses s'élevant à la somme de 39.575 millions de francs... », lire: « de dépenses s'élevant à la somme de 36.180 millions de francs... ».

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 10 novembre 1951, des crédits ont été ouverts à titre de fonds de concours au budget du ministère des finances pour l'exercice 1951 au titre des chapitres ci-après:

Chap. 1180. — Art. 4. — Traitements du personnel central des administrations financières	7.525.112 F.
Chap. 1190. — Art. 4. — Indemnités diverses du personnel central des administrations financières	585.400
Chap. 1500. — Traitements du personnel départemental de l'administration des contributions indirectes	166.172.692
Chap. 1510. — Traitements des agents de constatation, commis des contributions indirectes et receveurs-buralistes fonctionnaires	32.302.623
Chap. 1520. — Emoluments des receveurs-buralistes non fonctionnaires	33.191.195
Chap. 1530. — Indemnités du personnel de l'administration des contributions indirectes	7.161.581
Chap. 1560. — Salaires des auxiliaires de la direction générale des impôts (contributions indirectes)	23.215.492
Chap. 1640. — Indemnités de résidence (contributions indirectes)	29.795.035
Chap. 1650. — Supplément familial de traitement (contributions indirectes)	2.847.774
Chap. 1660. — Indemnités pour travaux extraordinaires (contributions indirectes)	2.354.256
Chap. 3220. — Remboursement de frais de la direction générale des impôts (contributions indirectes)	3.007.627
Chap. 3230. — Frais de déplacements et de missions de la direction générale des impôts (contributions indirectes)	72.955.461
Chap. 3240. — Frais de matériel de la direction générale des impôts (contributions indirectes)	1.205.250
Chap. 3250. — Frais de loyers de la direction générale des impôts (contributions indirectes)	390.333
Chap. 3330. — Achat et entretien d'instruments de vérification de vignettes et d'objets de scellement (contributions indirectes)	28.835
Chap. 3400. — Remboursement à diverses administrations (contributions indirectes)	1.608.267
Chap. 4000. — Prestations familiales (contributions indirectes)	14.833.923
Chap. 4010. — Allocations de logement et primes d'aménagement et de déménagement (contributions indirectes)	184.056
Chap. 6110. — Art. 3. — Remboursements sur produits indirects et divers	145.833
Total	399.510.745 F.

Par arrêté en date du 10 novembre 1951, des crédits ont été ouverts à titre de fonds de concours au budget du ministère des finances pour l'exercice 1950 au titre des chapitres ci-après:

Chap. 1580. — Traitement du personnel des bureaux de l'administration des douanes et droits indirects	26.388.421 F.
Chap. 1590. — Traitement du personnel du cadre de constatation, de recherches et de surveillance de l'administration des douanes et droits indirects	29.050.407
Chap. 1600. — Indemnités du personnel de l'administration des douanes et droits indirects	3.086.539
Chap. 1610. — Frais d'auxiliaires de l'administration des douanes et droits indirects	1.221.838
Chap. 1640. — Indemnités de résidence	11.876.748
Chap. 1650. — Supplément familial de traitement	1.362.721
Chap. 1660. — Indemnités pour travaux extraordinaires	1.232.565
Chap. 3350. — Remboursement de frais de l'administration des douanes et droits indirects	3.262.577
Chap. 3360. — Frais de déplacement et de missions de l'administration des douanes et droits indirects	80.595
Chap. 3370. — Matériel et frais divers de l'administration des douanes et droits indirects	702.332
Chap. 4000. — Prestations familiales	18.146.306
Total	96.711.049 F.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décret n° 51-1108 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustible par canalisations.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 septembre 1951, page 9723, 2e colonne, 10e ligne:

Au lieu de:

« Vu la loi du 18 avril 1900 concernant les contraventions aux règlements sur les appareils à pression de vapeur ou de gaz, et notamment son article 4 »,

Lire:

« Vu la loi du 28 octobre 1943 relative aux appareils à pression de vapeur employés à terre et aux appareils à pression de gaz employés à terre ou à bord des bateaux de navigation intérieure, et notamment son article 2 ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 octobre 1951, page 10224, 1re colonne, 30e et 31e ligne:

Au lieu de:

« Les entreprises situées dans une zone de distribution ne peuvent être alimentées... »,

Lire:

« Les entreprises situées dans une zone de distribution publique ne peuvent être alimentées... ».

Décret du 14 novembre 1951 autorisant l'expropriation de terrains situés dans la commune de Peyrat-le-Château et nécessaires à l'aménagement de la chute de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne).

Par décret en date du 14 novembre 1951, est autorisée l'expropriation des propriétés indiquées sur le tableau indicatif et teintées en rose sur les plans parcellaires à l'échelle 1/2500e qui resteront annexés au présent décret.

L'expropriation aura lieu suivant la procédure prévue par l'article 59 du décret du 8 août 1935. Elle devra être accomplie dans un délai de deux ans à partir de la délivrance de la concession de l'aménagement de la chute de Peyrat-le-Château.

Emploi de matériel en mines grisouteuses.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er novembre 1951, page 10880, 2e colonne, 27e ligne:

Au lieu de:

« Par arrêté en date du 24 octobre 1951, est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses « la presse à vulcaniser, type CA 120×25 », construite par la Société pneumatiques Kléber-Colombes... »,

Lire:

« ...presse à vulcaniser type CAB 120×25... ».

(La suite sans changement.)

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Homologation d'un coefficient d'adaptation départemental du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 13 novembre 1951, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de la Vendée, affectés du coefficient de base 14,80, établi en valeur mai 1951.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de septembre 1951 et des mois suivants.

Jusqu'au mois d'août 1951, le coefficient fixé par l'arrêté du 6 juin 1951 rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels restera en vigueur.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 13 novembre 1951 portant acceptation de la démission d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Par décret en date du 13 novembre 1951, est acceptée, pour compter du 20 octobre 1951, la démission de M. Donizeau (Abel), ingénieur en chef hors classe des ponts et chaussées, en service détaché auprès de la Société nationale des chemins de fer français.

MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES ET MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret du 13 novembre 1951 portant désignation du commissaire permanent du Gouvernement auprès du conseil d'Etat pour l'ensemble des affaires relevant du ministère de la France d'outre-mer et du ministère des relations avec les Etats associés.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés,

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, notamment en son article 29,

Décrète:

Art. 1er. — M. Bagot (Fernand-Yves-Ollivier), inspecteur général de 1re classe de la France d'outre-mer, est nommé commissaire permanent du Gouvernement près le conseil d'Etat, en remplacement de M. Merat, inspecteur général de 1re classe de la France d'outre-mer.

M. Bagot est habilité à assister aux séances du conseil d'Etat pour l'ensemble des affaires du ministère de la France d'outre-mer et du ministère des relations avec les Etats associés.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés,
JEAN LETOURNEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Infirmières.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 6 novembre 1951, Mlle Renaud (Josette-Marie) est nommée infirmière coloniale stagiaire, pour compter de la veille de la date d'embarquement.

Listes d'admissibilité des concours du cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer.

(Session 1951.)

Liste des candidats autorisés à subir les épreuves orales de la deuxième partie du concours pour l'accession au grade d'ingénieur principal des travaux publics.

a) Concours « normal ».

MM. Bouyssou (Robert), ingénieur des travaux publics (centre de Paris).
Gorre (Jean), ingénieur des travaux publics (centre de Yaoundé).

b) Concours « thèse ».

Néant.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Liste des candidats autorisés à subir les épreuves orales d'admission des concours pour l'accession au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics.

a) Concours direct.

MM.
Baella (Jacques), centre de Tunis.
Baillon (Jacques), centre de Paris.
Bilaudeau (André), centre de Yaoundé.
Bourdeille (Guy), centre de Paris.
Brossard (Christian), centre de Rennes.
Brou (Bernard), centre de Nouméa.
Cadénes (Jean), centre de Paris.
Charron (Daniel), centre de Casablanca.
Couzinié (Robert), centre de Paris.
Cultrera (Daniel), centre de Casablanca.
Dumas (René), centre de Paris.
Dumora (Jacques), centre de Rennes.
Dupouey (Jean-Marie), centre d'Alger.
Fayard (Pierre), centre de Casablanca.
Fées (Jacques), centre de Casablanca.
Gironde (Pierre), centre de Lyon.
Hardi (Louis), centre de Lyon.
Hemedy (Bernard), centre de Rennes.
Iriarte (Daniel), centre de Toulouse.
Jehanno (André), centre de Paris.
Jollet (Michel), centre de Toulouse.
Koch (Lucien), centre de Tunis.
Laville (Guy), centre de Casablanca.
Le Clainche (Bernard), centre de Paris.
Masquida (Guy), centre de Casablanca.
Millischer (Dominique), centre de Brazzaville.
Mollard (Gilbert), centre de Tunis.
Mougin (Gilbert), centre de Casablanca.
Mourot (Pierre), centre de Paris.
Passani (Paul), centre de Lyon.
Petit (Michel), centre de Lyon.
Pichon (Henri), centre de Dakar.
Py (Emilien), centre de Lyon.
Rabillon (Henri), centre de Lyon.
Salaun (Jean), centre de Rennes.
Serrat (Pierre), centre de Casablanca.
Trancart (Philippe), centre de Paris.
Venuat (Roger), centre de Paris.
Villas (Bernard), centre de Toulouse

b) Concours professionnel.

MM.
Cauquy (Jean), centre de Dakar.
Clemencey (Maurice), centre de Dakar.
Piot (Lucien), centre de Dakar.
Plisson (Michel), centre de Dakar.
Viaut (Jacques), centre de Dakar.

c) Examen probatoire.

M. Renaudin (Robert), centre de Dakar.

Liste des candidats admis aux concours direct et professionnel pour l'accession au grade d'adjoint technique des travaux publics de la France d'outre-mer.

Liste, par ordre de mérite, des candidats ayant subi avec succès au cours de la session 1951, les épreuves des concours direct et professionnel.

a) Concours direct.

MM.
Favard (Jacques), centre de Paris.
Depaigne (André), centre de Paris.
Ramboasolo (Patrice), centre de Djibouti.
Audax (Christian), centre de Nantes.
Suteau (Claude), centre de Bordeaux.
Pichavant (Henri), centre de Rennes.
Martinenq (Jacques), centre de Tunis.
Le Hir (Michel), centre de Nantes.
Danloup (Bernard), centre de Nancy.
Gautier (Jean), centre de Papeete.
Chambard (Jean), centre de Lyon
Witon (Henri), centre de Lille.
David (Abel), centre de Nantes.
Hody (Joseph), centre de Lyon.
Doussel (Bernard), centre de Paris.
Le Brazidec (André), centre de Nantes
Llopis (Norbert), centre d'Alger.
Hure (Jean), centre de Paris.
Malaval (Paul), centre de Marseille.
Demarle (André), centre de Nancy.
Beld (Robert), centre de Nantes.
Roger (Jean), centre de Paris.
Bes (Jean), centre de Montpellier.
Volot (Pierre), centre de Nancy.
Cartagena (Joseph), centre d'Alger.
Dupuy (Guy), centre de Bordeaux.
Demolière (Léon), centre de Marseille.
Martre (Gérard), centre de Toulouse.
Felber (Fred), centre de Strasbourg.
Antoni (Robert), centre de Dijon.
Dafosse (Pierre), centre de Lille.
Zapata (Manuel), centre d'Alger.
Martin (Victor), centre de Marseille.
Goeb (Jean), centre de Strasbourg.
Delage (Robert), centre de Bordeaux.
Lutel (Guy), centre de Paris.
Bazin (Ivan), centre de Paris.
Durand (Claude), centre de Montpellier.
Abbal (Roger), centre de Paris.
Duparay (Ernest), centre de Dakar.
Jarousseau (Michel), centre de Nantes.
Pape (Jean), centre de Casablanca
Vadivelou, centre de Pondichéry.
Picart (Jean), centre de Nancy.
Ferreira (Michel), centre de Paris.
Sangarane (Saminadane), centre de Pondichéry.
Durand (Paul), centre d'Alger
Rieu (Jean), centre de Marseille.
Gobern (Victor), centre de Montpellier.
Megnal (Robert), centre de Nancy.
Rougemont (Jean-Paul), centre de Dijon.
Bizot (Pierre), centre de Toulouse.
Dibout (Alain), centre de Rennes.
Mathieu (Jean-Pierre), centre de Lyon.
Tonelli (Pierre), centre d'Alger.
Maulfrais (Guy), centre de Rennes.
Grec (Jean), centre de Marseille.
Lianas (Gilbert), centre de Montpellier.
Simonneau (Jean), centre de Bordeaux.
Dehais (Michel), centre de Paris.
Dupas (Jacques), centre de Paris.
Labille (Rémy), centre de Paris.
Derrien (Jean), centre de Rennes.
Aumond (André), centre de Nantes.
Denjean (André), centre de Toulouse.
Chossat (André), centre de Toulouse.
Dumont (Roger), centre de Nancy.

b) Concours professionnel.

Néant.

Tableau d'avancement, pour l'année 1951, des administrateurs de la France d'outre-mer.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 novembre 1951:

Page 11124, 2e colonne, au lieu de: « 101 Pargoire (Jean) », lire: « 101 Pargoire (Jacques) »; au lieu de: « 112 Basseleau (Pierre) », lire: « 112 Passeleau (Pierre) »; au lieu de: « 124 Cottereau (Pierre) », lire: « 124 Cotreau (Pierre) »; au lieu de: « 169 Mehot (Raymond) », lire: « 169 Merot (Raymond) »; au lieu de: « 181 Spagensky (Ivan) », lire: « 181 Spacensky (Ivan) ».

Page 11125, 1re colonne, au lieu de: « 5 Roupaert (Jean) », lire: « 5 Poupaert (Jean) »; au lieu de: « 29 Bau (Gabriel) », lire: « 29 Pau (Gabriel) »; au lieu de: « 51 Mounier (Fernand) », lire: Mounier (Bertrand) »; au lieu de: « 69 Combes (Michel) », lire: « 69 Combe (Michel) ».

Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.

Additif au tour de service du 1er novembre 1951 (*Journal officiel* du 1er novembre 1951, p. 10884):

ADMINISTRATEURS

Groupe des administrateurs.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Crouan (Alain).

Groupe des administrateurs adjoints et élèves administrateurs.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. de Mijolla (Xavier), Lacroix (Pierre), Lambrey (Jean).

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Carminatti (Marcel).

Pour servir au Cameroun.

M. Claverie (Edgard).

Pour servir au Togo.

M. Devernois (Guy).

MAGISTRATS

Groupe des magistrats du 3e au 6e degré.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Bourgeois (Jean) (rejoindra immédiatement).

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Esteve (Georges) (rejoindra immédiatement).

Groupe des magistrats du 7e au 10e degré.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Bogat (Maurice) (rejoindra immédiatement).

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Mathieu (Fernand) (rejoindra immédiatement).

Groupe des magistrats du 11e au 14e degré et attachés de parquet.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Moïse (Max) (rejoindra immédiatement).

Pour servir au Cameroun.

M. Ferlet (Rémy) (rejoindra immédiatement).
M. Floch (Guy) (rejoindra immédiatement).

TRANSMISSIONS COLONIALES

PERSONNEL SUPERIEUR

Groupe des receveurs supérieurs.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Ledoux (Joseph).

Pour servir au Togo.

M. Carrère (André).

ADMINISTRATION GENERALE

Groupe des chefs de bureau.

Pour servir au Cameroun.

M. Dennous (André).

Pour servir à Madagascar.

M. Voyer (René).

Groupe des sous-chefs de bureau, rédacteurs et rédacteurs stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Nivon (Gérard).

Pour servir en Afrique équatoriale française.

MM. Juif (Jacques), Boudinot (Hugues).

Pour servir au Cameroun

MM. de La Bussière (Jean-Claude), Gonnet (André).

INSPECTION DU TRAVAIL

Groupe des inspecteurs principaux.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Auchatraire (Jean).

Groupe des inspecteurs et inspecteurs stagiaires.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M Barraux (Roland).

AGRICULTURE

Groupe des ingénieurs, ingénieurs adjoints et ingénieurs stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Peyrelongue (Jean) (rejoindra immédiatement).

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Castel (Jean) (rejoindra immédiatement).

ELEVAGE

Groupe des inspecteurs en chef et inspecteurs principaux.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. Gargadennec (Louis), Jeannin (Albert) (rejoindra immédiatement).

Groupe des inspecteurs et inspecteurs stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Prime (Paul) (rejoindra immédiatement).

EAUX ET FORETS

Groupe des inspecteurs principaux, inspecteurs et inspecteurs stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Duclos (Maxime) (rejoindra immédiatement).

Pour servir aux Comores.

M. Bertrand (Jean) (rejoindra immédiatement).

TRAVAUX PUBLICS, MINES, TECHNIQUES INDUSTRIELLES

Groupe des ingénieurs principaux de 2e, 3e, 4e classe et ingénieurs hors classe.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Tiphine (Jacques) (T. P.) (rejoindra immédiatement).

Groupe des ingénieurs adjoints de 3e et 4e classe et adjoints techniques.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Leclercq (Jean) (T. P.) (rejoindra immédiatement).

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale, en date du 12 novembre 1951, a été approuvée la fusion des sociétés mutualistes dites:

Société mutuelle des sapeurs-pompiers, n° 63-80, à Lezoux;

Entr'aide saint-diéroise des sapeurs-pompiers, n° 63-233, à Saint-Dier-d'Auvergne.

Des Sapeurs-pompiers, n° 63-279, à Saint-Jean-des-Ollières;

Des Sapeurs-pompiers, n° 63-282, à Charnat.

avec la société mutualiste dite:

Union départementale des sapeurs-pompiers du Puy-de-Dôme, n° 63-166, à Clermont-Ferrand.

Administration centrale.

Par arrêté du 30 août 1951, il a été accordé à Mme Desmons, secrétaire d'administration à l'administration centrale, une nouvelle mise en disponibilité pour la période du 1er avril 1948 au 31 décembre 1952 inclus.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Création d'un centre d'études, d'enquêtes et d'informations médico-sociales dans le cadre du centre interdépartemental d'éducation sanitaire, démographique et sociale de Lyon.

Le ministre de la santé publique et de la population sur la proposition du directeur du centre national de l'éducation sanitaire, démographique et sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Il est créé, dans le cadre du centre interdépartemental d'éducation sanitaire, démographique et sociale de Lyon, un centre d'études, d'enquêtes et d'informations médico-sociales.

Art. 2. — La direction de ce centre est assurée par M. le Docteur Delore, professeur à la faculté de médecine de Lyon, médecin des hôpitaux de Lyon, directeur du centre interdépartemental de Lyon.

Art. 3. — Le directeur du centre national de l'éducation sanitaire, démographique et sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Paris, le 9 novembre 1951.

PAUL RIBEYRE.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

ésignation des candidats admis au concours de recrutement d'inspecteurs de la population et de l'entr'aide sociale.

ar arrêté du 5 novembre 1951, les candidats ci-après désignés t déclarés admis au concours du 15 octobre 1951 organisé pour ecrutement de deux inspecteurs de la population et de l'entr'aide ia'e.

vec le n° 1 et les félicitations du jury: M. Plenat (Jacques).

vec le n° 2: Mlle Luce (Renée).

Administrateurs civils.

ectificatif au *Journal officiel* du 13 novembre 1951: page 11272, gne, au lieu de: « Par arrêté du 9 novembre 1951, Mme Brichet rée)... », lire: « Par arrêté du 29 octobre 1951, Mme Brichet rée)... ».

Hôpitaux psychiatriques.

r arrêté en date du 2 novembre 1951, l'offre de démission pré- ée par M. le docteur Jacquel, médecin chef de service à l'hôpi- psychiatrique de Pierrefeu (Var), est acceptée à compter du octobre 1951.

MINISTERE DE LA MARINE MARCHANDE

ret n° 51-1307 du 13 novembre 1951 modifiant le décret ° 47-501 du 19 mai 1947 portant fixation des cadres et du tatut des professeurs de la marine marchande.

e président du conseil des ministres,

ur le rapport du ministre de la marine marchande, du vice- sident du conseil, ministre des finances et des affaires éco- miques, du vice-président du conseil, ministre de la défense tionale, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la rine,

u la loi du 31 décembre 1945 portant fixation du budget néral de l'exercice 1946, et notamment son article 177;

u la loi n° 51-238 du 28 février 1951, relative au dévelop- ment des crédits affectés aux dépenses du fonctionnement s services civils pour l'exercice 1951 (marine marchande);

u le décret n° 47-501 du 19 mai 1947 portant fixation des dres et du statut des professeurs de la marine marchande,

Décrète:

Art. 1er. — Aux dispositions de l'article 3 du décret susvisé 47-501 du 19 mars 1947 sont substituées les dispositions vantes:

« Les cadres constitutifs des professeurs de la marine mar- ande, affectés au service de l'enseignement maritime en nce métropolitaine, sont fixés comme suit:

PROFESSEUR d'hydrographie.	PROFESSEURS mécaniciens.	PROFESSEURS de technique et de commerce maritime.
ofesseur général de 1re et de 2e classe, examinateur, inspecteur général..... 1	Professeur général de 2e classe, examinateur adjoint à l'inspecteur général.. 1	
ofesseur en chef de 1re classe..... 4	Professeur mécanicien en chef de 1re classe..... 1	Professeur en chef de 1re classe..... 1
ofesseur en chef de 2e classe..... 6	Professeur mécanicien en chef de 2e classe..... 3	Professeur en chef de 2e classe..... 1
ofesseur principal 10	Professeur mécanicien principal.... 7	Professeur principal 3
ofesseur de 1re classe 7	Professeur de 2e classe 4	
Total..... 28	Total..... 16	Total..... 5

Art. 2. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le ministre de la marine marchande, le ministre du budget, le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1er juin 1951 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 novembre 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la marine marchande,
ANDRÉ MORICE.

Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale,
GEORGES BIDAULT.

Le vice-président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques,
RENÉ MAYER.

Le ministre du budget,
PIERRE COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la marine,
JACQUES GAVINI.

Décret du 13 novembre 1951 portant nomination d'un membre du conseil de l'ordre du Mérite maritime.

Par décret en date du 13 novembre 1951, est nommé membre du conseil de l'ordre du Mérite maritime, pour compter de la date du présent décret:

M. l'administrateur général Bablet, inspecteur général des services de l'inscription maritime, en remplacement de M. l'administrateur général de Coux, placé dans la 2e section du cadre de réserve.

Ouverture de crédits sur exercice clos.

Par arrêté en date du 9 novembre 1951, il a été ouvert au ministre de la marine marchande, en augmentation des restes à payer de l'exercice 1948, un crédit spécial s'élevant à la somme de 161.710 F, montant des nouvelles créances constatées sur cet exercice.

Le ministre de la marine marchande est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert au budget du ministère de la marrine marchande pour les dépenses d'exercice clos.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Décret du 13 novembre 1951 déclarant d'utilité publique l'acquisition d'un terrain destiné à la construction du magasin garage départemental des postes, télégraphes et téléphones de Chaumont (Haute-Marne).

Par décret en date du 13 novembre 1951, est déclarée d'utilité publique l'acquisition d'un terrain sis à Chaumont (Haute-Marne), route de Chaumont à Richebourg, et cadastré sous les nos 750 à 755 de la section C, destiné à la construction d'un magasin garage.

Administrateurs.

Par arrêté du 9 novembre 1951, sont nommés à l'emploi d'administrateur de 3e classe des postes, télégraphes et téléphones et titularisés dans le grade correspondant, à compter du 1er octobre 1951, les élèves de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones dont les noms suivent:

MM. Amiel (R.-E.), Boyer (H.-J.), Cap (J.-L.), Marcoz (J.-F.), Zampa (J.-P.), Bosc (J.-L.), Dordain (J.-E.), Bense (L.-D.), Domercq (J.-P.), Echard (T.-E.), Boussarie (M.-L.), Goursolas (P.-J.).

Administration centrale.

Par arrêtés du 7 novembre 1951:

Ont été maintenues en position de disponibilité pour une nouvelle période de deux ans:

A compter du 1er novembre 1951: Mme Paris, contrôleur, précédemment dans cette position depuis le 1er novembre 1949.

A compter du 28 novembre 1951: Mme Susong, secrétaire sténodactylographe, précédemment dans cette position depuis le 28 novembre 1949.

A été admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 29 mars 1952. M. Malo, brigadier.

Services extérieurs.

Par arrêté du 26 octobre 1951:

Ont été nommés inspecteurs principaux, titularisés dans le grade correspondant et maintenus à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, en vue de leur affectation à Alger-direction, les chefs de section des services administratifs désignés ci-après:

M. Bonnard, d'Alger-direction.

M. Oliva, d'Oran.

A été nommé inspecteur principal à Lille et titularisé dans le grade correspondant: M. Robert, administrateur de 3e classe.

Ont été nommés inspecteurs principaux et titularisés dans le grade correspondant, les chefs de section des services administratifs désignés ci-après:

A Niort: Mlle Ramat, de la Rochelle.

A Chaumont: M. Blin, de Paris-services postaux.

A Briançon: M. Henry, de Paris-laboratoire national de radioélectricité.

A Arras: Mme Tramoni, de Paris-centre national d'études des télécommunications.

A Bar-le-Duc: M. Fillauzeau, de Paris-services postaux.

A été nommé inspecteur principal, titularisé dans le grade correspondant et maintenu à la disposition du gouverneur général de l'Algérie en vue de son affectation à Constantine: M. Criscuolo, chef de section des services administratifs à Alger-direction.

Par arrêté du 7 novembre 1951, a été réintégré, à compter du 26 janvier 1951: M. Puechberly, ingénieur, précédemment en disponibilité.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1951

Ordre du jour du jeudi 15 novembre 1951.

A neuf heures trente. — 1re SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion des projets de loi relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952:

Marine marchande. (Nos 991-1417. — M. Mazier, rapporteur.)

Postes, télégraphes, téléphones. — Caisse nationale d'épargne (dispositions concernant le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones). (Nos 1001-1328. — M. Dagain, rapporteur.)

Postes, télégraphes, téléphones. — Caisse nationale d'épargne (dispositions concernant le budget annexe de la caisse nationale d'épargne). (Nos 1001-1418. — M. Boisdé, rapporteur.)

Travaux publics, transports et tourisme (I: Travaux publics, transports et tourisme). (Nos 996-1367. — M. Gabelle, rapporteur.)

Industrie et énergie. (Nos 988-1324-1514-1541. — M. Jules-Julien, rapporteur.)

Agriculture. (Nos 980-1323. — M. Abelin, rapporteur.)

Affaires étrangères (I: Services des affaires étrangères). (Nos 977-1368. — M. Corniglion-Molinier, rapporteur.)

Affaires étrangères (II: Services des affaires allemandes et autrichiennes). (Nos 978-1419. — M. Francis Leenhardt, rapporteur.)

Présidence du conseil. (Nos 992-1419. — M. Guy Petit, rapporteur.)

A quinze heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures. — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 15 novembre 1951.

No 735. — Proposition de loi formulée par Mme Marcelle Devaud et transmise par M. le président du conseil de la République instituant un contrôle parlementaire des organismes de sécurité sociale (renvoyée à la commission du travail).

No 911. — Proposition de résolution de M. Meck tendant à invite le Gouvernement à présenter un projet de réforme de la sécurité sociale comportant une subvention de l'Etat (renvoyée à la commission du travail).

No 1228. — Proposition de loi de M. Meck tendant à revaloriser les pensions de la sécurité sociale (renvoyée à la commission du travail).

No 1365. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à la revision de l'article 85 de la Constitution relatif aux unités territoriales (renvoyée à la commission du suffrage universel).

No 1366. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux relative à la revision des articles 8, 22, 42, 57, 58, 59, 91, 92 et 93 de la Constitution relatif au pouvoir judiciaire (renvoyée à la commission du suffrage universel).

No 1367 (1). — Rapport de M. Pierre Gabelle fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme). — I. Travaux publics, transports et tourisme).

No 1368 (1). — Rapport de M. Corniglion-Molinier fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères). — I. Service des affaires étrangères).

No 1375. — Proposition de loi de M. Haumesser tendant à modifier la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux à usage professionnel (renvoyée à la commission de la justice).

No 1377. — Proposition de loi de M. Isorni tendant à compléter l'article 113 du code d'instruction criminelle sur les demandes de mise en liberté provisoire (renvoyée à la commission de la justice).

No 1385. — Proposition de loi de M. Radius transmise par M. le président du Conseil de la République, tendant à modifier l'article 18 de la loi no 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (renvoyée à la commission des pensions).

No 1392. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à l'organisation du régime de l'allocation vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture).

No 1486. — Rapport, fait au cours de la précédente législature, au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique, par M. Bouxom, sur: 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale; 2° la proposition de loi tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale (rapport reçu le 13 novembre par application de l'article 33 du règlement).

No 1487. — Proposition de loi de M. Bissol tendant à introduire dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale qui n'y sont pas en vigueur (renvoyée à la commission de l'intérieur).

No 1488. — Projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants (renvoyé à la commission de la famille).

No 1489 (1). — Projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas (renvoyé à la commission de l'intérieur).

No 1493 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

No 1528. — Rapport fait au cours de la précédente législature, par M. Edmond Michelet au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de loi tendant à préciser en faveur des militaires dégagés des cadres les modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946.

No 1541 (1). — Avis de M. Robert Bichet au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie).

No 1547. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à étendre l'application du régime fiscal des actes de commerce aux contrats de location d'objets mobiliers (renvoyée à la commission des finances).

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

N° 1548 (1). — Proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours de 50 millions aux victimes des tornades des 9, 10 et 11 novembre qui se sont abattues sur le département de la Corse (renvoyée à la commission des finances).

N° 1549 (1). — Proposition de résolution de Mme Roca tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 50 millions pour venir en aide aux victimes des inondations du département du Gard (renvoyée à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.

Nomination de membres d'une sous-commission.

Ont été désignés pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1948):

1° Par la commission des affaires économiques: M. Lapie, en remplacement de M. Desson, démissionnaire.

2° Par la commission du travail et de la sécurité sociale: M. Boutbien, en remplacement de Mme Lempereur, démissionnaire.

Commission des affaires économiques.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Billiemaz, Blachette, Catrice, Catroux, Costes (Alfred) (Seine), Denis (André) (Dordogne), Desson, Ducreux, Mme Estachy, MM. Evrard, Gazier, Georges (Maurice), Guihon (Joseph) (Vendée), Hugues (Joseph-André) (Seine), Jarrosson, Klock, Lapie (Pierre-Olivier), Le Roy-Ladurie, Mabrut, Marcellin, Maurice-Bokanowski (Michel), Plantevin, Quénard (André) (Indre-et-Loire), Ramonet, Sauer, Vals (Francis).

Excusés. — MM. Lebon, Maton, Ouedraogo Mamadou, Mme Poinso-Chapuis.

Commission des affaires étrangères.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Aumeran, Barrès, Beaumont (de), Billotte, Edouard Bonnefous, Bouhey, Chambrun (de), Chastellain, Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Pierre Cot, Daladier, Delbos (Yvon), Denis (André) (Dordogne), Faure (Maurice) (Lot), Fonlupt-Esperaber, Fouchet, Gaborit, Giovoni, Gouin (Félix), Hettier de Boislambert, Hutin-Desgrées, Jaquet (Gérard) (Seine), Kuehn (René), Le Bail, Marie (André), Mayer (Daniel) (Seine), Mondon, Moustier (de), Naegelen (Marcel), Noël (Léon) (Yonne), Palewski (Gaston) (Seine), Pupat, Raymond-Laurent, Rosenblatt, Schneiter, Mme Sportisse, MM. Vendroux (Jacques), Verdier.

Suppléants. — MM. Kriegel-Valrimont (de M. Cachin), Vassor (de M. Mutter), Cristofol (de M. Bonte).

Commission de l'agriculture.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Baurens, Becquet, Billat, Boscary-Monsservin, Bricout, Briot, Charpentier, Deliaune, Fourvel, Garavel, Ihuel, Kauffmann, Lalle, Lambert, Laplace, Laurens (Robert) (Aveyron), Lucas, Masson (Jean), Méhaignerie, Ould Cadi, Paternot, Pelleray, Pinvidic, Rincent, Rochet (Waldeck), Saint-Cyr, Sesmaisons (de), Thomas (Alexandre) (Côtes-du-Nord), Verneuil.

Excusé. — M. Mouchet.

Suppléant. — M. Quénard (de M. Florand).

Commission des boissons.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Baurens, Cavelier, Commentry, Delbez, Gourdon, Guille, Hénault, Jean (Léon) (Hérault), Laplace, Liquard, Monin, Nocher, Paternot, Quinson (Antoine) (Seine), Rey, Mme Roca, MM. Seynat, Souques, Tremouilhe, Verneuil.

Excusés. — MM. Sourbet, Toublanc.

Suppléants. — M. Deliaune (de M. Fouques-Duparc), Mme Estachy (de M. Castera).

Commission de l'éducation nationale.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Baudry d'Asson (de), Billères, Bourgeois, Boutavant, Delxonne, Delachenal, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Ducos, Flandin (Jean-Michel), Giovoni, Guérard, Guillon (Antoine) (Vendée), Kir, Lacombe, Mme Lempereur, M. Léotard (de), Mlle Marzin, MM. Michaud (Louis) (Vendée), Montgolfier (de), Montillot, Prétot, Priou, Raingeard, Rincent, Schmittlein, Signor, Thibault, Vals (Francis), Viatte.

Suppléants. — MM. Audegil (de M. Béche), Jean-Baptiste Guitton (de M. Binot), Goudoux (de M. Césaire), Fourvel (de M. Cogniot), Arnal (de M. Farand), Halbout (de M. Gau), Huel (de M. Gilliot), Seynat (de M. Halleguen), Mme Grappe (de M. Pierrard), M. Laforest (de M. Saïah).

Commission de la défense nationale.

Séances du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. André (Pierre) (Meurthe-et-Moselle), Arnal, Badie, Bartolini, Benouville (de), Bouret, Bouvier O'Cottereau, Capdeville, Commentry, Daladier (Edouard), Deboudt (Lucien), Ducos (Hippolyte), Frédet (Maurice), Gilliot, Joinville (Alfred Mallieret), Kœnig, Lejeune (Max), Loustaunau-Lacau, Manceau (Robert) (Sarthe), Mauretiet, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Métayer, Monsabert (de), Montalat, Monteil (André) (Finistère), Taillade, Teitgen (Pierre-Henri), Triboulet, Pierre Villon.

Excusé. — M. Cadi (Abd-el-Kader).

Suppléant. — M. Aumeran (de M. Christiaens).

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Arbeltier, Barbier, Barrier, Barrot, Béné (Maurice), Cayeux, Charret-Tomasi, Chassaing, Cochart, Conombo, Cordonnier, Durroux, Fredet (Maurice), Frugier, Grousseaud, Huel, Lacaze, Lafay (Bernard), Mme de Lipkowski, MM. Massot (Marcel), Mazuez (Pierre-Fernand), Mora, Pinvidic, Mmes Prin, Rabaté, MM. Raingeard, Ravaino, Mme Roca, MM. Sauvajon, Tracol.

Excusés. — M. Christiaens, Mme Poinso-Chapuis, MM. Rougier, Ségelle.

Commission des finances.

1re séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Barangé (Charles), Boisdé, Corniglion-Molinier, Cristofol, Denais (Joseph), Jacquet (Marc), Jean-Moreau, La Chambre (Guy), Mazier, Petit (Guy), Reynaud (Paul), Simonnet.

Suppléants. — M. Midol (de M. Duclos), M. Nisse (de M. P. Ferri), M. Schmitt (René) (de M. Gozard), M. Halbout (de M. Burlot), M. Secrétain (de M. Mitterrand), M. Coudert (de M. Abelin), M. Degoutte (de M. Gardey), M. Brusset (de M. Diethelm), M. Mondon (de M. Frédéric-Dupont).

Assistait, en outre, à la séance. — M. Garet.

2e séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Barangé (Charles), Boisdé, Corniglion-Molinier, Cristofol, Dagain, David (Marcel), Denais (Joseph), Dupraz (Joannès), Gardey (Abel), Jacquet (Marc), Jean-Moreau, Jules-Julien, Lecourt, Leenhardt (Francis), Massot, Mazier, Meunier (Pierre), Palewski (Jean-Paul), Petit (Guy), Pineau, Ramarony, Reynaud (Paul), Tourtaud, Ulver, Vallon (Louis).

Suppléants. — Mme Rocca (de M. Jacques Duclos), Mme Prin (de M. Gosnat).

Assistaient, en outre, à la séance. — MM. Peytel, Pierre Cot.

Commission de l'intérieur.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Blachette, Brahimi Ali, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Cordonnier, Cristofol, Crouzier, Dejean, Delmotte, Demusois, Fonlupt-Esperaber, Genton, Guthmuller, Haumesser, Nenon, Pantaloni, Quilici (Oran), Quinson

(Antoine) (Seine), Rabier, Ribère (Marcel) (Alger), Rougier, Schaff, Serafini, Mme Sportisse, MM. Valle (Jules), Véry (Emmanuel), Wagner (Jean).

Excusé. — M. Cadi Abdel Kader.

Suppléants. — M. Garnier (de M. Foucher), M. Mondon (de M. Carlini).

Commission de la justice et de législation.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — Mme Bastide (Denise) (Loire), MM. Benbahmed Mostefa, Briffod, Chamant, Coudert, Defos du Rau, Depreux (Edouard), Duveau, Félice (de), Garet (Pierre), Girard, Grimaud (Henri), Grimaud (Maurice) (Loire-Inférieure), Grousseaud, Isorni, Lacaze, Lefranc, Maton, Minjoz, Moatti, Montillot, Moro-Giafferri (de), Rolland, Rollin (Louis), Silvandre, Wasmer (Joseph).

Excusé. — M. Bendjelloul.

Suppléants. — M. Billiemaz (de M. Aujoulat), M. Dorey (de M. Teitgen).

Commission de la marine marchande et des pêches.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Audeguil, Bignon, Bissol, Bouret, Capdeville, Cermolacce, Dupuy (Marc), Fayet, Febvay, Gaborit, Goubert, Gracia (de), Gravoille, Guitton (Jean) (Loire-Inférieure), Halleguen, Liquard, Michaud (Louis) (Vendée), Nigay, Pantaloni, Ramarony, Ribère (Marcel) (Alger), Savary, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Signor, Small, Toublanc.

Excusé. — M. Estèbe.

Suppléant. — M. Coudray (de M. Aubame).

Assistait en outre à la séance. — M. Mazier, rapporteur spécial du budget de la marine marchande.

Commission des pensions.

Séances du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Auban (Achille), Badie, Begouin, Bignon, Caillet (Francis), Cherrier, Dicko (Hamadoun), Dixmier, Dorey, Draveny, Dufour, Mme Guérin (Rose), MM. Guislain, Jean (Léon), Lefèvre (Raymond) (Ardennes), Mme de Lipkowski, MM. Magendie (Edmond), Mouchet, Mouton, Patria, Peltre, Mme Péri, MM. Rosenblatt, Sou, Yacine (Diallo).

Excusés. — MM. Ait Ali, Liautey (André).

Suppléant. — M. Hénault (de M. Garnier).

Assistait en outre à la séance. — M. Darou, rapporteur spécial du budget des anciens combattants et victimes de la guerre.

Commission de la production industrielle.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Bardon (André), Bessac, Bichet, Bouvier O'Cottereau, Chabenat, Chupin, Couston (Paul), Coutant (Robert), Deixonne, Desgranges, Elain, Furaud, Goudoux, Mme Guérin (Rose), MM. Lacombe, Le Sciellour, Maillé, Mallez, Mancey (André) (Pas-de-Calais), Montel (Eugène) (Haute-Garonne), Moynet, Peytel, Salliard du Rivault, Sion, Titeux, Védrines.

Suppléants. — M. Camphin (de Mme Duvernois), M. Lucien Lambert (de M. Roucaute), M. Musmeaux (de M. Muller).

Commission des territoires d'outre-mer.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Aubame, Béchard (Paul), Bechir Sow, Benoist (Charles) (Seine-et-Oise), Bettencourt, Brusset (Max), Coffin, Dronne, Dumas (Joseph), Duveau, Estèbe, Estradère, Fourcade (Jacques), Hénault, Juglas, July, Laforest, Magendie (Edmond), Malbrant, Molinatti, Monin, Tony Révillon, Savary, Senghor, Silvandre, Yacine (Diallo).

Excusé. — M. Caillavet.

Suppléants. — M. Bayrou (de M. Sanogo Sekou), M. Conombo (de M. Guissou), M. Mamba Sano (de M. Douala).

Commission du travail et de la sécurité sociale.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. André (Pierre) (Meurthe-et-Moselle), Arbeltier, Besset, Bouthien, Bouxom, Caillet (Francis), Camphin, Cochart, Coutant (Robert), Deboudt (Lucien), Degoutte, Dubois, Duquesne, Fayet, Gazier, Joubert, Lafay (Bernard), Lanet (Joseph-Pierre) (Seine), Mme Lefebvre (Francine) (Seine), MM. Le Sciellour, Linet, Maillé, Meck (Henri), Musmeaux, Paquet, Paul (Gabriel), Pluchet, Renard (Adrien) (Aisne), Samson, Sion, Titeux, Vallon (Louis), Viatte.

Suppléants. — M. Alfred Costes (de M. Patinaud), M. Garet (de M. Yves Colin).

Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le jeudi 15 novembre 1951, à dix-huit heures (local de la commission n° 232) :

Audition des représentants de l'interprofession de la viande.

La commission des finances se réunira le jeudi 15 novembre 1951, à neuf heures trente et quinze heures (local de la commission des finances) :

I. — Lettre du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques concernant l'encouragement à la production du lin (campagne 1951-1952). — M. le rapporteur général.

II. — Budget des anciens combattants et victimes de la guerre (n° 981). — M. Darou, rapporteur.

III. — Budget de la justice (n° 990). — M. Ramarony, rapporteur.

IV. — Budget de l'aviation civile et commerciale (n° 997). — M. Jean-Moreau, rapporteur.

V. — Question de l'essence. — M. le rapporteur général.

La réunion de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre prévue pour le mercredi 14 novembre 1951, à onze heures, est reportée au jeudi 15 novembre 1951 (même heure, même local) :

I. — Nomination de rapporteurs pour :

La proposition de loi (n° 1097) de M. Catoire tendant à établir la charte de l'habitat ;

La proposition de loi (n° 1231) de M. Prot tendant à l'indemnisation des pertes de betteraves industrielles causées par faits de guerre ;

Le projet de loi (n° 1414) tendant à modifier l'ordonnance du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction ;

Le projet de loi (n° 1432) tendant à modifier la loi du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction.

II. — Rapport de M. Gernez sur la proposition de résolution (n° 1111) de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le gouvernement belge une convention de réciprocité concernant les dommages de guerre.

III. — Suite de l'examen du rapport de M. Halbout sur la proposition de loi (n° 920) de M. Triboulet tendant à indemniser certains commerçants de la perte de leur droit au bail.

IV. — Questions diverses.

La commission des territoires d'outre-mer se réunira le vendredi 16 novembre 1951, à neuf heures trente (local de la commission n° 254) :

I. — Rapport de M. Senghor sur le projet et les propositions de loi relatifs à la formation des assemblées locales des territoires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar.

II. — Rapport de M. Laforest sur le projet de loi relatif à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie.

Convocation rectifiée.

La sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947) se réunira le jeudi 15 novembre 1951, à quinze heures quinze, et non à quatorze heures trente, comme initialement prévu (local du 5e bureau) :

Audition de M. Letourneau, ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 39 du règlement est convoquée par M. le président pour le jeudi 15 novembre 1951, dans les salons de la présidence, en vue d'organiser les débats suivants:

A dix heures trente: motion de censure.

A dix heures quarante: expulsion de locataires.

A dix heures cinquante: fascicules budgétaires.

A onze heures: assemblées représentatives dans les territoires d'outre-mer.

Réunions de commissions du jeudi 15 novembre 1951.

Commission de l'agriculture, à dix-huit heures. — Local n° 232.

Commission de comptabilité, à dix heures. — Local n° 221.

Commission des finances, à neuf heures trente et à quinze heures. — Local de la commission.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à neuf heures trente. — Local n° 211.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à onze heures. — Local n° 208.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, à dix heures. — Local n° 249.

Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947), à quinze heures quinze. — Local du 5e bureau.

Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à dix-sept heures. — Local du 5e bureau.

Sous-commission de coopération économique européenne et du relèvement européen, à dix-sept heures. — Local n° 256.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1951

Ordre du jour du jeudi 15 novembre 1951.

A quinze heures trente. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de commissions générales.

2. — Nomination d'un membre du conseil supérieur des infirmières et infirmiers (application du décret du 28 février 1951).

3. — Vérifications de pouvoirs:

Premier bureau:

Département de l'Ain élection de M. Chastel, en remplacement de M. Saint-Cyr, démissionnaire (M. Léger, rapporteur).

Département d'Alger (2e collège): élection de M. Ferhat Mahroum, en remplacement de M. Salah Menouar, démissionnaire M. Courrière, rapporteur).

Département de Constantine (1er collège): élection de M. Augarde, en remplacement de M. Jules Valle, démissionnaire (M. Courrière, rapporteur)

Deuxième bureau:

Département de Constantine (2e collège): élection de M. Benhabyles Chérif, en remplacement de M. Ou-Rabah Abdelmadjid, démissionnaire (M. Siaut, rapporteur).

Troisième bureau:

Département du Loiret: élection de M. Perdereau, en remplacement de M. de Felice, démissionnaire (M. Raymond Bonnefous, rapporteur).

Département de Maine-et-Loire: élection de M. de Geoffre, en remplacement de M. Chalenay, démissionnaire (M. Raymond Bonnefous, rapporteur).

Quatrième bureau:

Département d'Oran (1er collège): élection de M. Enjalbert, en remplacement de M. Fouques-Duparc, démissionnaire (M. Carcassonne, rapporteur).

Département de l'Orne: élection de M. Meillon, en remplacement de M. Couinaud, démissionnaire (M. Carcassonne, rapporteur).

Cinquième bureau:

Département des Basses-Pyrénées: élection de M. Jean-Louis Tinaud, en remplacement de M. Cassagne, démissionnaire (M. Serrure, rapporteur).

Département du Haut-Rhin: élection de M. Lucien Gander, en remplacement de M. Bourgeois, démissionnaire (M. Radius, rapporteur).

Département de Saône-et-Loire: élection de M. Pinsard, en remplacement de M. Joseph Renaud, démissionnaire (M. Southon, rapporteur).

Département de la Sarthe: élection de M. Philippe Thierry d'Argenlieu, en remplacement de M. Dronne, démissionnaire (M. Bertaud, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'aménagement des lotissements défectueux. (Nos 383 et 720, année 1951. — M. Marrane, rapporteur, et n° , année 1951. — Avis de la commission des finances. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 15 novembre 1951.

N° 710. — Proposition de loi de M. Delalande tendant à conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes.

N° 711. — Proposition de loi de M. Marrane tendant à supprimer le prélèvement effectué sur les travaux publics au profit des asiles de Vincennes et du Vésinet.

N° 713. — Proposition de résolution de M. Bertaud tendant à reviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale.

N° 718. — Projet de loi tendant à modifier la loi sur la liberté de la presse.

N° 719. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (services français en Sarre).

N° 720 (1) — Rapport de M. Marrane sur la proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 14 novembre 1951.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Bardon-Damarzid, Brousse (Martial), Clerc, Cordier (Henri), Fleury (Jean), Jacques Gadoin, Gautier (Julien), Hoeffel, Laffargue (Georges), Lagarrosse, Loison, Méric, Raincourt (de), Rochereau, Villoutreys (de).

Délégués. — MM. Gadoin (par M. Lagarrosse), Pinsard (par M. Longchambon), Rochereau (par M. Gautier).

Commission de l'agriculture.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. André (Louis), Bataille, Capelle, Delorme (Claudius), Doussot (Jean), Driant, Dulin, Durand (Jean), Durieux, Fournier (Bénigne), Gravier (Robert), Le Bot, Le Léannec, Naveau, Pontbriand (de), Primet, Restat, Tucci, Voyant.

Assistait, en outre, à la séance. — M. Jozeau-Marigné (au titre de la commission de la justice).

Commission de la défense nationale.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Alric, Aubé (Robert), Clerc, Coupigny, Giacomoni, Gouyon (Jean de), Héline, Madelin (Michel), Maupéou (de), Piales, Pic, Rotinat, Schleiter (François), Voyant.

Excusés. — MM. Barré (Henri), Petit (Général), Westphal.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — M. Bonnefous (Raymond), Mmes Brossolette (Gilberte Pierre-), Cardot (Marie-Hélène), Delable, MM. Delthil, Deutschmann, Dubois (René), Gasser, Landry, Le Basser, Leccia, Le Guyon (Robert), Mathieu, Menu, Molle (Marcel), N'Joya (Arouna), Paget (Alfred), Plait, Réveillaud, Robert (Paul), Varlot, Vitter (Pierre).

Délégué. — M. Leccia (par M. Le Digabel).

Suppléants. — MM. Dassaud (de M. Roux), Brizard (de M. Randria), Bozzi (de M. Masson), Pouget (de M. Bordeneuve), Pauly (de M. Malécot), Mejllon (de M. Vourc'h).

La commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé:

Président: M. Dubois (René), en remplacement de M. Bernard Lafay, démissionnaire.

Commission de la France d'outre-mer.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Boisrond, Charles-Cros, Coupigny, Mme Crémieux, MM. Dia (Mamadou), Durand-Réville, Mme Eboué, MM. Franceschi, Ignacio-Pinto (Louis), Lafleur (Henri), Malonga (Jean), Poisson, Radius, Razac, Romani, Serrure, Mme Vialle (Jane).

Excusés. — MM. Claireaux, Cozzano, David, Fourrier, Lagarrosse, Lassalle-Séré, Plait, Marc Rucart.

Suppléants. — MM. Aubé (de M. Grassard), Liotard (de M. Sigué).

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Bardon-Damarzid, Beauvais, Biatarana, Boivin-Champeaux, Carcassonne, Chevalier (Robert), Delalande, Mlle Dumont (Mireille), MM. Geoffroy (Jean), Gjacomoni, Jozeau-Marigné, Molle (Marcel), Pernot (Georges), Rabouin, Souquière.

Excusés. — MM. Maire (Georges), Marcilhacy, Péridier.

Commission du ravitaillement et des boissons.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Bène (Jean), Bernard (Georges), Brousse (Marial), Namy (Louis).

Excusés. — MM. Claparède, Guiter, Montullé (Laillet de), Péridier.

Commission du travail et de la sécurité sociale.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Abel-Durand, Boulangé, Dassaud, Mme Devaud, M. Fournier (Bénigne), Mme Girault, MM. Leccia, Loison, Mathieu, Menu, Méric, Pujol, Raincourt (de), Reynouard, Ruin (François), Tharradin, Ulrici, Vanrullen, Vitter (Pierre).

Suppléants. — MM. Gander (de M. Teisseire), Héline (de M. Clavier), Laffargue (de M. Sid-Cara), Saller (de M. Ali Djamah).

Délégués. — M. Boulangé (par M. Fournier [Roger]), Mme Devaud (par M. Dousset), MM. Héline (par M. Landry), Laffargue (par M. Marcel Plaisant), Mathieu (par M. Ternynck), Reynouard (par M. Bels), Saller (par M. Gondjout).

Assistait, en outre, à la séance. — MM. de Villoutreys (au titre de la commission des affaires économiques).

Commission de comptabilité.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Bolifraud, Brizard, Courrière, Jacques Gadoin, Grenier (Jean-Marie), Minvielle.

Convocation de commission.

La commission de la France d'outre-mer se réunira le jeudi 15 novembre 1951, à seize heures (local n° 215):

Examen du projet de loi (n° 343, année 1951) instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Questions diverses.

Réunions du jeudi 15 novembre 1951.

Commission des finances, à neuf heures trente. — Local de la commission.

Commission de la France d'outre-mer, à seize heures. — Local n° 215.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma, à dix heures trente. — Local n° 201.

Commission de la production industrielle, à dix heures trente. — Local n° 274.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à dix heures trente. — Local n° 213.

Avis de concours.

Un concours pour l'emploi de conservateur du jardin du Luxembourg aura lieu dans le courant du mois de janvier 1952.

Les candidats devront être Français, titulaires du diplôme d'ingénieur horticole et âgés de trente-cinq ans au plus le 1er mars 1952.

Ils devront faire parvenir au secrétariat général de la questure du Conseil de la République, avant le 25 décembre 1951, un dossier comportant:

1° Une déclaration de candidature manuscrite;
2° Un extrait de leur acte de naissance sur papier timbré;
3° Un extrait récent de leur casier judiciaire;
4° Une pièce militaire établissant qu'ils ont satisfait aux lois de recrutement;
5° Une note indiquant la situation de famille;
6° Une copie des diplômes;
7° Un mémoire sur leurs activités professionnelles antérieures, accompagné de toutes attestations utiles.

Le concours aura lieu sur titres; toutefois, le jury aura la faculté d'organiser des épreuves écrites ou orales portant sur les connaissances théoriques et pratiques en horticulture fleuriste, en arboriculture fruitière, en décoration florale et en architecture de jardin.

Des renseignements complémentaires sur les conditions du concours seront donnés aux candidats qui se présenteront au secrétariat général de la questure.

INFORMATIONS
RELATIVES
A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du jeudi 15 novembre 1951.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification des pouvoirs:

Deuxième bureau:

Election par l'Assemblée nationale de M. Roclore, en remplacement de M. Estèbe.

Election par le Conseil de la République de MM. Cornet et Delpuech, en remplacement de MM. Fourcade et Laforest.

(M. Mademba Racine, rapporteur.)

2. — Suite de la discussion de la proposition de M. Jousselin, Mlle Le Ber, MM. Abdesselam et Momo Touré, tendant à la diffusion et à l'inscription, dans les programmes des écoles primaires de l'Union française et des pays de protectorats, des déclarations d'experts de l'U. N. E. S. C. O. sur les questions de race. (Nos 104 et 206, année 1951. — M. Bui The Phuc, rapporteur.)

3. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant application aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des articles 1er et 2 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publicité des sociétés. (Nos 168 et 239, année 1951. — M. Randretsa, rapporteur.)

4. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 et le décret n° 50-737 du 24 juin 1950 portant règlement d'administration publique, relatifs à la publicité des protêts. (Nos 169 et 240, année 1951. — M. Randretsa, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de MM. Raphaël Leygues, Monnet, Sylvestre et Omer Sarraut, tendant à inviter le Gouvernement à envisager et parfaire la diffusion du répertoire classique français dans l'Union (Nos 183 et 238, année 1951. — M. Raphaël Leygues, rapporteur. — Avis de la commission d'information. — M. Borrey, rapporteur. — Avis de la commission provisoire du cinéma.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 15 novembre 1951.

N° 242. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 2 du décret n° 49-1595 du 14 décembre 1949 rendant applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les dispositions de la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 permettant le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive et modifiant les articles 350, 364 et 369 du code civil (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales).

N° 249 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française (renvoyée à la commission d'instruction).

NOTA. — (1) Le tirage de ce document a été limité aux besoins de Mmes et MM. les conseillers et des services de l'Assemblée de l'Union française.

Commission de politique générale.

Séance du lundi 12 novembre 1951.

Présents. — MM. Alduy, Barbé, Boisdon, Cortinchi, Corval, Mme Lefaucheux, MM. Longuet, Nguyen Huy Lai.

Excusés. — MM. d'Arboussier, Boussenot, Coubeche Saïd Ali, Gentet, Mlle Lafon, MM. Lepart, Laurent-Eynac, Laurin, Michalet, Mitterrand, Roulleaux-Dugage, Sarraut (Albert), Souvannavong Ourot, Tetau, Tran Van Kha, Vanier, Ya Doumbia.

Suppléants. — M. Corval (de M. La Gravière), Mme Lefaucheux (de M. Max André), M. Barbé (de M. Lozeray), M. Alduy (de M. Coquart).

Commission de politique générale.

Séance du mardi 13 novembre 1951.

Présents. — MM. Alduy, André (Max), Barbé, Boisdon, Coquart, Cortinchi, Corval, Laurent-Eynac, Laurin, Mme Lefaucheux, MM. Longuet, Nguyen Huy Lai, Vanier, Ya Doumbia.

Excusés. — MM. d'Arboussier, Boussenot, Gentet, La Gravière, Lepart, Michalet, Mitterrand, Roulleaux-Dugage, Sarraut (Albert), Souvannavong Ourot, Tran Van Kha.

Suppléants. — M. Montrat (de M. Coubeche Saïd Ali), M. Barbé (de M. Lozeray), M. Vanier (de Mlle Lafon), M. Rosenfeld (de M. Tetau).

Assistaient, en outre, à la séance. — M. Bichon, représentant de la Nouvelle-Calédonie.

Commission du règlement et pétitions.

Séance du mardi 13 novembre 1951.

Présents. — MM. Abdesselam, Antonini, Bichon (colonel), Bour (Alfred), Charnay, Nguyen Huy Lai, Oudard, Ramampy, Reverbori, Rosenfeld.

Excusé. — M. le général Tubert.

Suppléants. — M. Antonini (de M. Monnet), M. le colonel Bichon (de M. Rosfelder), M. Bour (de M. Juge), M. Charnay (de M. Paul Simon), M. Nguyen Huy Lai (de M. Buu Kinh), M. Reverbori (de M. Bourgarel), M. Rosenfeld (de M. Soppo Priso).

Assistait en outre à la séance. — M. Longuet.

Commission des affaires sociales.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Bégarra, Boileau, Borrey, Donnat, Gervain, Juge, Mlle Le Ber, Mme Malroux, MM. Périer, Ton That Can, Voca.

Excusés. — M. Alard, Mme Bertrand, MM. Boumendjel, Bui The Phuc, Mme Caffot, MM. Coulibaly, Dadet, Lapart, Michalet, Phang Ba Nghia, Soppo Priso, Mme Marianne Verger, M. Z'nsou.

Suppléants. — M. Ibrahim Babikir (de M. Albrand), M. Borrey (de M. Touré), M. Juge (de M. Scelles), Mlle Le Ber (de M. Paul Catrice), M. Bégarra (de M. Chekkal Daho), Mme Malroux (de M. Thomas).

Commission de législation, justice, affaires administratives et domaniales.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Abdesselam, Antonini, Boisdon, Boluix-Basset, Bour (Alfred), de Boysson, Cortinchi, Junillon, Lombardo, Michard-Pellissier, Pialoux, Rosenfeld, Randretsa.

Excusés. — MM. Buu Kinh, Chekkal Daho, Daber, Mademba Racine, Nguyen Huy Lai, Nignan, Sarraut (Omer), Sousatte, Thonn Ouk, Touré.

Suppléants. — M. Lombardo (de M. Barbé), M. Rosenfeld (de M. Bocher), M. Junillon (de M. Bourgarel), M. de Boysson (de M. Chassiot), M. Antonini (de M. Giard), M. Boisdon (de M. Jousselin), M. Bour (de M. Simon).

Commission du plan, équipement et communications.

Séance du mercredi 14 novembre 1951.

Présents. — MM. Alduy, M. Delmas (Louis), M. Jacobson, Junillon, Longuet, Moreux (René), Reverbori, Schmitt, Schock, Sylvestre.

Suppléant. — M. Jacobson (de M. Riondi).

Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le mardi 20 novembre 1951, à dix heures trente (local n° 120):

I. — Suite de la discussion du projet de rapport de M. René Moreux sur les proposition de loi et proposition de résolution (n° 306, année 1949) tendant:

1° A l'organisation rationnelle et à la planification de l'économie de l'Union française;

2° A sauvegarder les voies de son développement dans les accords économiques européens en discussion;

3° A donner à la représentation française dans les organismes internationaux le caractère d'une véritable représentation de l'Union française, présentée par M. Cianfarani.

II. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour la proposition (n° 141, année 1951) tendant à faire inscrire au programme Fidès 1951-1952 un crédit de cinquante millions pour l'industrialisation de la production du Karité, au Soudan, présentée par M. Cortinchi.

La commission de politique générale se réunira le jeudi 15 novembre 1951, à dix heures (local n° 217):

Examen de deux projets de loi (n°s 1440, 1441) se rapportant le premier à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, le second à la formation des assemblées de groupe et des assemblées représentatives en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance du poste de médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique du Vinatier à Bron (Rhône).

Un poste de médecin chef de service est actuellement vacant à l'hôpital psychiatrique du Vinatier à Bron (Rhône).

Les candidatures devront être adressées, dans un délai de trois semaines à compter de la publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale du personnel et du budget), 7, rue de Tilsitt, Paris (17e).

Avis de vacance d'un poste de médecin directeur aux sanatoriums des cottages sanitaires « Docteur-Gallet », à Saint-Gobain.

Un poste de médecin directeur est actuellement vacant aux sanatoriums des cottages sanitaires « Docteur-Gallet » à Saint-Gobain.

Les candidatures devront être adressées, dans un délai de trois semaines à compter de la publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale du personnel et du budget), 7, rue de Tilsitt, Paris (17e).

MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

MACHINES A TIMBRER

dont l'emploi a été autorisé par l'administration de l'enregistrement pour le timbrage des chèques, des affiches sur papier, des quittances, des reçus ou décharges de titres ou d'objets, des reçus constatant des dépôts d'espèces, des effets de commerce et des ordres de virement en banque (art. 38, 29 et 40 de la loi du 16 avril 1930; arrêtés des 9 avril 1932, 24 juillet 1933, 6 novembre 1934 et 18 octobre 1935).

LISTE DES AUTORISATIONS ACCORDEES PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1951

Classement par type d'appareil et par numéro d'empreintes.

EMPREINTES		NOM, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers.	CONCESSIONNAIRES	NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes	DATE de l'autorisation	OBSERVATIONS
Lettres	Numéros					
		I. — Type A de la Société des machines Havas.				
H. A.	300	Société anonyme Compagnie industrielle des piles électriques, rue Charles-Laffitte, 94, à Neuilly-sur-Seine (Seine). Usage: rue du Président-Wilson, 125 à 129, à Levallois-Perret (Seine).	Havas.	Quittances et effets de commerce: 2 F 50.	10 octobre 1951.	Précédemment utilisée boulevard Héloïse, 98 *ter*, Argenteuil (Seine-et-Oise).
H. A.	354	Société anonyme « Etablissements Benoist-Berthiot », 11, boulevard de Sébastopol, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	25 octobre 1951.	
H. A.	382	Société anonyme « Les Corsets Sirène » (Maison J. Clapin et Etablissements Farey et Oppenheim réunis), 13, rue des Petits-Hôtels, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	11 octobre 1951.	
H. A.	388	Société anonyme « Etablissements Léon Leville », 48, rue du Faubourg-du-Temple, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	10 octobre 1951.	
H. A.	392	Société à responsabilité limitée « Etablissements Viloux », 42, rue de la Paix, à Troyes (Aube).	Havas.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	31 octobre 1951.	
		II. — Type B de la Société des machines Havas.				
H. B.	165	Société anonyme de « Produits alimentaires et diététiques », avenue César-Caire, 6, à Paris. Usage: 17, quai de la Monnaie, à Bordeaux (Gironde).	Havas.	Quittances et effets de commerce: 3, 4, 7, 13, 14 F.	10 octobre 1951.	
		III. — Type C de la Société des machines Havas.				
H.	0676	Société anonyme dite « Société industrielle de transmissions », 4, rue de Presbourg, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,10 à 99,90 F.	10 octobre 1951.	
H.	0680	Société à responsabilité limitée « J. Boudet et ses fils », 21, rue Mondétour, à Paris. Usage: rue de Turbigo, 8 *bis*, à Paris	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,10 à 99,90 F.	31 octobre 1951.	
H.	0632	Société à responsabilité limitée « Société française de diffusion textile » dite S. O. F. R. A. D. I., 123, rue d'Aboukir, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,10 à 99,90 F.	10 octobre 1951.	
H.	0685	Société à responsabilité limitée « Lafuma frères », à Anneyron (Drôme).	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,10 à 99,10 F.	11 octobre 1951.	
H.	0686	Société à responsabilité limitée « Société française de crédit Rénal », 131, boulevard de Sébastopol, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,10 à 99,90 F.	25 octobre 1951.	
		IV. — Type E de la Société des machines Havas.				
H. E.	587	Société à responsabilité limitée « Les sélection commerciales », 11, rue Pisançon, à Marseille (Bouches-du-Rhône).	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,10 à 99,90 F.	19 octobre 1951.	
		V. — Type SM de la Société des machines S.A.T.A.S.				
S. M.	0271	Société à responsabilité limitée « L. Rouff - Paris », 130, avenue des Champs-Elysées, à Paris.	S. A. T. A. S	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	10 octobre 1951.	
S. M	0273	Société à responsabilité limitée « Etablissements Lagauzère et Hourcade », 94-96, cours Desbiey, à Arcachon (Gironde).	S. A. T. A. S	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	13 octobre 1951.	
S. M.	0274	Société anonyme « L'Aluminium français », 23, rue Balzac, à Paris.	S. A. T. A. S	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	13 octobre 1951.	

EMPREINTES Lettres	EMPREINTES Numéros	NOM, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers.	CONCESSIONNAIRES	NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes	DATE de l'autorisation	OBSERVATIONS
S. M.	0275	Société à responsabilité limitée « Givaudan et Cᵉ », 36, rue Ampère, à Paris.	S. A. T. A. S	Quittances et effets de commerce : 0,10 à 999,90 F.	11 octobre 1951.	
S. M.	0277	MM. Georges Vaugeois et René Bass, architectes, gérants d'immeubles, 111, rue d'Alésia, à Paris.	S. A. T. A. S	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	13 octobre 1951.	
S. M.	0278	Société à responsabilité limitée « Etablissements Charles Raclet », 16, avenue du Bel-Air, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	19 octobre 1951.	
S. M.	0279	Société à responsabilité limitée « Luxia », 26, cité Trévise, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	13 octobre 1951.	
S. M.	0280	Société anonyme « Géo », 148, avenue d'Italie, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	19 octobre 1951.	
S. M.	0282	M. Fernand Lamouroux, commerçant (fournitures hôtelières), rue du Pas-Saint-Georges, 41, et rue des Argentiers, 23, à Bordeaux (Gironde).	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	13 octobre 1951.	Remplace la machne S.U. nº 211.
		VI. — *Type SU de la Société des machines S.A.T.A.S.*				
S. U.	207	Société professionnelle des papiers de presse, 18, rue d'Enghien, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	11 octobre 1951.	
S. U.	214	Société anonyme « La Soudure autogène française », 75, quai d'Orsay, à Paris. Usage: 29, avenue Claude-Vellefaux, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	13 octobre 1951.	
S. U.	217	Société à responsabilité limitée « Société pour la défense des cultures » dite SODEC, 7, rue Lamennais, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	19 octobre 1951.	
S. U.	218	Société anonyme « Fonderies Deberny et Peignot », 18, rue Ferrus, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	19 octobre 1951.	
S. U.	219	Société à responsabilité limitée « Comax », avenue des Champs-Elycées, 70, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	19 octobre 1951.	
S. U.	220	Société à responsabilité limitée « Etablissements E. Vachette et fils », 82, rue du Chemin-Vert, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	25 octobre 1951.	
S. U.	221	Société anonyme « Etablissements F. Guitel et Etienne frères réunis », 45, rue Saint-Sébastien, à Paris.	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	19 octobre 1951.	
S. U.	224	Société à responsabilité limitée « Richard frères », 2, place Gantès, à Marseille (Bouches-du-Rhône)	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	25 octobre 1951.	

LISTE DES AUTORISATIONS DONT LES USAGERS ONT CESSE DE BENEFICIER PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1951

EMPREINTES Lettres	EMPREINTES Numéros	NOM, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers.	CONCESSIONNAIRES	NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes	DATE de la décision de retrait de l'autorisation.	OBSERVATIONS
		I. — *Type E de la Société des machines Havas.*				
H. E.	393	Société à responsabilité limitée « Anciens établissements Larivière et Cᵉ », 52, boulevard du Roi-René, à Angers (Maine-et-Loire).	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	15 octobre 1951.	Machine retirée le 8 octobre 1951.
H. E.	533	Société anonyme « Au Bon Marché », 20 à 38, rue de Sèvres, à Paris.	Havas.	Quittances et effets de commerce: 0,01 à 99,99 F.	26 octobre 1951.	Machine non installée. Autorisation rapportée.
		II. — *Type SU de la Société des machines S. A. T. A. S.*				
S. U.	211	M. Fernand Lamouroux, commerçant (fournitures hôtelières), rue du Pas-Saint-Georges, 41, et rue des Argentiers, 23, à Bordeaux (Gironde).	S. A. T. A. S.	Quittances et effets de commerce: 3 F.	13 octobre 1951.	Remplacée par la machine S. M. nº 0282.

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES

DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS.

TABLEAU PAR GROUPEMENTS

IMPORTATIONS

Mois d'octobre des années 1950 et 1951.

DÉSIGNATION DES GROUPEMENTS D'UTILISATION	QUANTITÉS (en tonnes métriques).		VALEURS EN MILLIONS DE FRANCS					
			1950.			1951.		
	1950.	1951.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.
Energie	2.374.300	3.310.869	15.939	»	15.939	27.051	94	27.145
Matières premières et demi-produits:								
Pour l'industrie:								
D'origine industrielle	495.825	758.289	14.589	2.179	16.768	32.317	4.965	37.282
D'origine agricole	131.295	215.268	10.476	2.695	13.171	16.622	7.018	23.640
Pour l'agriculture:								
D'origine industrielle	23.807	21.324	264	3	267	279	1	280
D'origine agricole	35.597	25.310	1.112	236	1.348	1.004	270	1.274
Moyens d'équipement:								
D'origine industrielle:								
Pour l'industrie	20.438	33.644	6.806	68	6.874	9.113	40	9.153
Pour l'agriculture	2.403	3.317	516	5	521	953	1	954
Produits de consommation:								
Durables	4.275	4.166	1.595	76	1.671	2.504	81	2.585
Non durables:								
Pour l'alimentation humaine	323.390	370.545	7.547	18.802	26.349	12.376	18.683	31.059
Autres	6.387	9.065	3.510	129	3.639	4.413	641	5.054
Total	3.417.747	4.781.797	62.354	24.193	86.547	106.632	31.794	138.426

Dix premiers mois des années 1950 et 1951.

DÉSIGNATION DES GROUPEMENTS D'UTILISATION	QUANTITÉS (en tonnes métriques).		VALEURS EN MILLIONS DE FRANCS					
			1950.			1951.		
	1950.	1951.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.
Energie	20.717.455	26.099.081	134.512	153	134.665	206.839	557	207.396
Matières premières et demi-produits:								
Pour l'industrie:								
D'origine industrielle	4.791.162	6.393.075	122.251	18.286	140.537	272.825	40.459	313.284
D'origine agricole	1.435.175	1.669.280	158.431	24.550	182.981	266.937	45.796	312.733
Pour l'agriculture:								
D'origine industrielle	260.564	350.779	4.261	29	4.290	5.357	40	5.397
D'origine agricole	377.417	291.515	8.991	2.490	11.481	8.062	2.930	10.992
Moyens d'équipement:								
D'origine industrielle:								
Pour l'industrie	294.532	267.386	78.759	584	79.343	88.863	685	89.548
Pour l'agriculture	32.557	30.898	8.338	35	8.373	8.495	48	8.543
Produits de consommation:								
Durables	26.772	54.078	12.935	591	13.526	22.552	678	23.230
Non durables:								
Pour l'alimentation humaine	4.103.865	3.956.028	81.078	177.418	258.496	114.745	179.372	294.117
Autres	59.156	72.095	28.039	1.330	29.369	39.040	4.016	43.056
Total	32.098.655	39.184.215	637.595	225.466	863.061	1.033.715	274.581	1.308.296

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET

— 2e DIVISION. — 3e BUREAU. — STATISTIQUE COMMERCIALE

D'UTILISATION. — COMMERCE SPECIAL

EXPORTATIONS

Mois d'octobre des années 1950 et 1951.

DÉSIGNATION DES GROUPEMENTS D'UTILISATION	QUANTITÉS (en tonnes métriques).		VALEURS EN MILLIONS DE FRANCS					
			1950.			1951.		
	1950.	1951.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.
Energie	954.686	1.084.980	4.764	1.208	5.972	7.424	2.429	9.853
Matières premières et demi-produits:								
Pour l'industrie:								
D'origine industrielle	1.688.252	1.636.779	28.762	6.722	35.484	31.895	9.391	41.286
D'origine agricole	140.258	187.878	6.747	494	7.241	8.817	771	9.588
Pour l'agriculture:								
D'origine industrielle	85.984	106.898	701	361	1.062	867	527	1.394
D'origine agricole	54.763	55.206	518	304	822	581	241	822
Moyens d'équipement:								
D'origine industrielle:								
Pour l'industrie	84.430	84.488	5.453	6.653	12.106	7.511	7.079	14.590
Pour l'agriculture	2.899	3.383	358	244	602	640	338	978
Produits de consommation:								
Durables	28.396	28.481	5.039	4.593	9.632	5.940	5.677	11.617
Non durables:								
Pour l'alimentation humaine	217.672	156.581	10.022	6.982	17.004	6.970	7.261	14.231
Autres	31.226	28.531	8.546	13.951	22.467	8.256	15.528	23.784
Total	3.268.571	3.373.205	70.880	41.512	112.392	78.901	49.242	128.143

Dix premiers mois des années 1950 et 1951.

DÉSIGNATION DES GROUPEMENTS D'UTILISATION	QUANTITÉS (en tonnes métriques).		VALEURS EN MILLIONS DE FRANCS					
			1950.			1951.		
	1950.	1951.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Total.
Energie	8.135.581	9.339.475	40.237	11.120	51.357	54.809	15.096	69.905
Matières premières et demi-produits:								
Pour l'industrie:								
D'origine industrielle	12.963.225	17.099.950	188.153	53.553	241.706	322.657	82.780	405.437
D'origine agricole	1.238.056	1.690.758	48.106	3.893	51.999	76.180	6.155	82.335
Pour l'agriculture:								
D'origine industrielle	1.423.092	1.292.971	12.389	2.482	14.871	10.727	4.070	14.797
D'origine agricole	167.055	430.669	4.495	1.071	5.566	7.014	767	7.781
Moyens d'équipement:								
D'origine industrielle:								
Pour l'industrie	662.217	936.786	47.636	50.474	98.110	75.771	77.014	152.785
Pour l'agriculture	34.906	44.425	3.534	3.303	6.837	6.464	3.772	10.236
Produits de consommation:								
Durables	246.600	282.488	43.908	35.107	79.015	52.489	52.964	105.453
Non durables:								
Pour l'alimentation humaine	1.814.535	1.977.330	75.383	47.923	123.306	90.551	63.043	153.594
Autres	233.900	273.922	64.428	95.437	159.865	85.189	129.012	214.201
Total	26.889.167	33.368.774	528.269	304.363	832.632	781.851	434.673	1.216.524

TABLEAU PAR GRANDES

IMPORTATIONS

Mois d'octobre 1951.

Comparaison avec le mois précédent.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	QUANTITÉS (EN TONNES MÉTRIQUES)				VALEURS (EN MILLIONS DE FRANCS)			
	Octobre 1951.		Septembre 1951.		Octobre 1951.		Septembre 1951.	
	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Pays étrangers	France d'outre-mer
Animaux vivants. — Produits animaux	23.326	2.246	18.200	4.810	3.370	424	3.232	736
Céréales	59.702	33.725	143.749	21.689	2.036	907	4.208	547
Autres produits du règne végétal	45.663	104.499	40.631	91.797	6.189	10.188	4.709	8.990
Corps gras, cires	14.612	6.006	12.038	8.542	2.733	923	2.270	1.650
Produits des industries alimentaires. — Boissons. — Tabacs	17.471	146.788	20.927	103.053	1.868	10.087	2.195	8.307
Houilles crues, cokes, agglomérés, lignites, etc	1.658.085	11.860	1.550.928	8.570	12.334	94	11.724	83
Produits pétroliers	1.690.757	»	1.489.700	»	15.195	»	13.688	»
Autres produits minéraux (minerais, matériaux, etc.)	363.457	208.340	306.505	171.325	3.100	1.761	2.335	1.638
Produits chimiques	20.974	149	16.764	50	2.447	4	2.071	1
Produits des industries parachimiques	11.641	152	21.142	126	1.847	237	2.135	170
Matières plastiques, caoutchouc et leurs applications	12.875	3.327	10.882	2.568	4.655	1.271	4.193	1.000
Cuirs et peaux — Ouvrages en ces matières	4.294	953	3.622	1.023	2.299	406	1.734	458
Bois et ouvrages en bois. — Ameublement. — Liège	97.312	27.513	90.263	21.460	2.164	985	2.158	728
Papier et ses applications	77.344	739	64.735	418	7.698	101	5.907	67
Matières premières textiles	29.677	7.625	38.015	3.099	10.932	2.938	16.396	1.095
Filés, fils et ficelles	1.505	79	1.165	83	1.253	5	869	6
Tissus et autres articles textiles	1.744	49	1.787	48	1.926	66	1.841	51
Articles confectionnés en tissus. — Bonneterie	2.552	468	1.798	1.128	803	55	737	118
Chaussures, chapeaux, articles de mode	291	44	163	24	263	26	170	21
Ouvrages en pierre, produits céramiques, verre	24.633	2	19.702	12	442	1	391	1
Perles, pierres gemmes, métaux précieux. — Bijouterie	20	2	16	2	5.711	21	4.668	9
Métaux communs	24.106	6.839	22.024	4.231	4.906	1.270	3.566	605
Ouvrages en métaux	1.365	50	1.513	47	456	2	513	10
Machines et appareils	10.085	20	10.352	97	6.019	5	6.255	26
Construction électrique	1.525	21	1.683	27	1.520	5	1.463	9
Matériel de transport	24.936	17	26.337	17	3.707	3	4.258	5
Instruments de mesure et scientifiques. — Horlogerie	102	»	106	»	473	»	465	1
Instruments de musique	75	»	44	»	126	»	74	»
Armes et munitions	6	»	28	»	13	»	114	»
Produits divers (tabletterie, jouets, etc.)	81	18	69	58	105	4	57	9
Objets d'art et de collection	»	»	»	»	17	1	29	1
Colis postaux	30	20	16	7	25	4	13	3
Total	4.220.246	561.551	3.914.904	444.311	106.632	31.794	104.438	26.345

CATEGORIES DE MARCHANDISES

EXPORTATIONS

Mois d'octobre 1951.

Comparaison avec le mois précédent.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	QUANTITÉS (EN TONNES MÉTRIQUES)				VALEURS (EN MILLIONS DE FRANCS)			
	Octobre 1951.		Septembre 1951.		Octobre 1951.		Septembre 1951.	
	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.	Pays étrangers.	France d'outre-mer.
Animaux vivants. — Produits animaux.	4.609	5.698	3.615	5.361	1.046	1.152	866	1.133
Produits du règne végétal	74.080	45.739	71.615	45.387	1.857	1.578	2.272	1.785
Corps gras, cires	810	1.621	1.202	3.428	223	317	286	630
Boissons	71.566	23.665	89.535	28.547	6.399	1.454	6.700	1.488
Produits des industries alimentaires. — Tabacs	18.354	31.305	23.300	34.902	2.098	3.264	2.588	3.314
Produits minéraux	1.940.586	270.481	1.821.245	175.885	9.121	3.271	8.334	1.810
Produits chimiques	53.766	9.634	48.265	11.814	2.136	482	2.174	585
Produits des industries parachimiques.	90.840	29.122	129.717	30.091	3.653	2.685	3.916	2.719
Matières plastiques, caoutchouc et leurs applications	2.067	1.978	1.663	1.977	1.115	1.140	813	1.140
Cuirs et peaux. — Pelleteries et fourrures	1.157	479	898	580	1.340	211	939	240
Ouvrages en cuir ou en peau	53	172	42	268	296	81	314	100
Bois et ouvrages en bois. — Ameublement. — Liège	126.138	46.141	134.797	33.539	2.349	1.246	2.459	1.130
Papier et ses applications	8.102	8.542	7.444	10.258	2.079	1.462	1.787	1.593
Matières premières textiles	32.999	362	21.384	377	3.840	105	2.375	73
Filés, fils et ficelles	2.582	1.056	1.754	1.265	4.374	768	3.146	963
Tissus et autres articles	1.723	6.308	1.779	5.520	3.960	8.193	3.993	7.038
Articles confectionnés en tissu. — Bonneterie	2.149	2.023	2.284	2.338	784	1.336	1.137	1.351
Chaussures, chapeaux, articles de mode	82	734	67	561	228	555	214	467
Ouvrages en pierre, produits céramiques, verre	16.636	17.486	17.901	18.729	1.173	912	1.033	997
Perles, pierres gemmes, métaux précieux. — Bijouterie	32	5	26	7	5.048	204	4.741	162
Métaux communs	253.650	57.089	261.692	81.894	11.563	2.855	11.064	3.870
Ouvrages en métaux	15.419	15.347	11.756	19.453	1.843	2.450	1.379	3.074
Machines et appareils	10.988	7.997	8.606	10.043	3.818	2.917	3.235	3.743
Construction électrique	2.167	4.532	2.235	5.119	1.466	2.305	1.251	2.579
Voitures automobiles, cycles, etc.	9.896	8.485	6.377	9.697	4.105	3.301	2.808	3.452
Autre matériel de transport	27.150	4.512	15.900	4.097	724	660	666	1.122
Instruments de mesure et scientifiques. — Horlogerie	286	303	256	394	665	375	692	409
Instruments de musique	98	74	66	80	192	62	130	67
Armes et munitions	42	78	407	102	59	47	482	66
Produits divers (tabletterie, jouets, etc.)	280	653	203	670	283	302	267	308
Objets d'art et de collection	»	»	»	»	102	2	177	2
Colis postaux	254	3.023	272	2.953	962	3.550	1.035	2.461
Total	2.768.561	604.644	2.686.303	545.336	78.901	49.242	73.273	49.871

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS. — COMMERCE SPECIAL

Résultats du mois d'octobre 1951.

Comparaison avec les années antérieures.

I. — **Pays étrangers.**

	QUANTITÉS EN MILLIERS DE TONNES			VALEURS EN MILLIARDS DE FRANCS		
	Octobre 1938.	Octobre 1950.	Octobre 1951.	Octobre 1938.	Octobre 1950.	Octobre 1951.
Importations	3.311	2.995	4.220	2,7	62,3	106,6
Exportations	2.008	2.720	2.768	2,1	70,9	78,9
Balance « Pays étrangers »	— 1.303	— 275	— 1.452	— 0,6	+ 8,6	— 27,7
Les importations ont été compensées par les exportations à concurrence de				78 p. 100	114 p. 100	74 p. 100

II. — **France d'outre-mer.**

	QUANTITÉS EN MILLIERS DE TONNES			VALEURS EN MILLIARDS DE FRANCS		
	Octobre 1938.	Octobre 1950.	Octobre 1951.	Octobre 1938.	Octobre 1950.	Octobre 1951.
Importations	681	423	562	1,2	24,2	31,8
Exportations	209	549	605	0,8	41,5	49,2
Balance « France d'outre-mer »	— 472	+ 126	+ 43	— 0,4	+ 17,3	+ 17,4
Les importations ont été compensées par les exportations à concurrence de				67 p. 100	171 p. 100	155 p. 100

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Avis relatif à l'extension de deux avenants portant adhésion à la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 (application des articles 31 J et suivants du livre Ier du code du travail).

En application de l'article 31 *J* du livre Ier du code du travail, le ministre du travail et de la sécurité sociale envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires pour tous les employeurs et salariés des professions et régions comprises dans leur champ d'application respectif, deux avenants à la convention collective nationale de retraites et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

Le premier est intervenu le 18 juillet 1951 entre

D'une part,

L'organisation autonome d'assurance-vieillesse des professions libérales,

Et, d'autre part,

Le syndicat des cadres de la caisse nationale et des caisses professionnelles relevant de l'organisation autonome des professions libérales.

Le deuxième (une annexe) est intervenu le 10 octobre 1951 entre

D'une part,

La fédération nationale des groupements de conseils juridiques et fiscaux

Et, d'autre part,

Le syndicat des cadres des conseils juridiques et fiscaux.

L'objet de ces avenants est d'étendre le régime de retraites institué par la convention collective nationale du 14 mars 1947 au personnel cadre employé respectivement par:

Les caisses de retraites relevant de l'organisation autonome des professions libérales;

Les cabinets de conseils juridiques et fiscaux.

Le premier de ces avenants a été déposé au greffe de la justice de paix du 8e arrondissement de Paris, le deuxième ainsi que son annexe, au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées, sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail et de la sécurité sociale, 127, rue de Grenelle, à Paris (7e) (inutile d'affranchir).

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	13 nov. — Cours relevés après Bourse	DEVISES	14 novembre 1951 — Cours relevés avant Bourse	14 novembre 1951 — Cours cotés en Bourse
350 ..	.... ..	Etats-Unis (1 dollar)...	.... ..	350 .. ..
704 50	.... ..	Belgique (100 francs)..	.... ..	704 50 .....
1224 ..	.... ..	Portugal (100 escudos)	.... ..	1223 75 .....
8075 ..	.... ..	Suisse (100 francs).....	.... ..	8075 .. ..
163 60	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.).....	.... ..	....
335 ..	.... ..	Canada (1 dollar).....	.... ..	335 10 .....

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Forges et Aciéries de Nord et Lorraine

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 904 MILLIONS DE FRANCS
ADMINISTRATION CENTRALE: 25, RUE DE CLICHY, A PARIS
Registre du commerce: Seine n° 77797.

Avis aux obligataires.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 4 0/0 1945, la société a procédé au rachat en Bourse au-dessous du pair, compte tenu de la fraction courue du coupon, du nombre voulu d'obligations pour épuiser par le service de l'intérêt et de l'amortissement la totalité de l'annuité prévue pour le 1er février 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort pour cet amortissement.

Les amortissements antérieurs ont également été réalisés par voie de rachats en Bourse

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, A PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES. 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, A PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1942
DE LA
Société des forces motrices de la Vienne.

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F (émission 1942) de la Société des forces motrices de la Vienne sont informés que l'amortissement du 15 février 1952 a été réalisé par voie de rachats en Bourse.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

Amortissement 1946.

3.519	7.329	7.330	8.210	8.514	13.324	13.325	19.844	19.845	21.905
10.701	10.702	10.703	10.706	10.707	21.906	21.907	27.551	27.552	27.553
10.708	10.709	10.710	11.801	12.579	27.554	31.804	31.805		

COMPAGNIE GENERALE DES PAPIERS

(Etablissements Feron et Lenfant réunis.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 72 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 42, RUE DES SEPT-ARPENTS, PANTIN (SEINE)
R. C.: Seine 79340.

Avis de tirage.

Obligations de 2.000 *F* 4,25 0/0 1945.

L'amortissement prévu pour le 15 novembre 1951 a été, conformément aux conditions de l'émission, intégralement assuré par rachat de 86 obligations.

Il n'y a donc pas lieu à tirage au sort.

Les précédents amortissements avaient également eu lieu par rachats.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. le docteur Bernard-Pierre Ader, né le 17 août 1914 à Charleville, demeurant à Paris, 4, rue de Calais, sollicite pour lui-même, pour sa femme, Colette Mélo, née le 8 décembre 1924 à Brest, et pour ses deux enfants: Jean-Pierre, né à Paris le 14 décembre 1947, et Marie-Laure, née à Paris le 1er décembre 1949, la modification de leur nom en celui de: Ader Pellerin de La Touche.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

15 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. **Association d'éducation populaire de Saint-Agrève.** But: entretenir les écoles libres de Saint-Agrève (locaux). Siège social: 12, rue de l'Eglise, Saint-Agrève.

15 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Association de parents d'élèves de l'école libre Notre-Dame d'Arnouville-les-Gonesse.** But: déploiement de toute activité susceptible d'apporter un soutien utile à la vie de l'école et une collaboration efficace à l'activité de ses maîtres. Siège social: 2, rue du Colonel-Driant, Arnouville-les-Gonesse.

15 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de police. **Groupement des artisans d'art.** But: rassembler les artisans rattachés à la chambre des métiers qui exécutent, composent et vendent des choses d'intérêt artistique destinées à l'embellissement de la vie. Siège social: 231, boulevard Voltaire, Paris.

16 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-d'Angély. **Association d'éducation populaire de l'école privée de filles de l'orphelinat de Taillebourg.** But: assurer l'appui moral et matériel à l'école privée de l'orphelinat de Taillebourg. Siège social: orphelinat, Taillebourg.

16 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Condom. **Groupe artistique nogarolien.** But: donner dans le courant de l'année des représentations en vue du développement et de la propagande artistique théâtrale, avec le concours d'amateurs locaux et de la région, pour créer des ressources à l'harmonie musicale et à l'association athlétique. Siège social: mairie de Nogaro.

16 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Mamers. **La Bécassine.** But: favoriser le repeuplement du gibier, répression du braconnage. Siège social: mairie de Chassé.

16 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Château-Gontier. **Amicale de la butte de Bouchamps-lès-Craon.** But: répression du braconnage. Siège social: hôtel de l'Ecole, Craon.

16 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Sports et loisirs de Poissy.** But: organisation de spectacles et fêtes sportives au profit des œuvres de la ville. Siège social: 40, boulevard Victor-Hugo, Poissy.

18 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **Association d'éducation populaire des orphelinats de Montferroux et du Meplier.** But: création et administration des écoles catholiques des deux orphelinats et des œuvres annexes et complémentaires. Siège social: orphelinat de Montferroux, commune de Gourdon.

18 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Savoie. **Amicale boule de Saint-Genix-sur-Guiers.** But: pratiquer le sport boules. Siège social: café Peronnet, Saint-Genix-sur-Guiers.

18 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Montdidier. **Société de chasse de Curchy.** But: sauvegarde et maintien du droit de chasse de ladite société et protection du gibier. Siège social: chez M. Pierre d'Hautefeuille, président, Curchy.

19 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de police. **Compagnie Jeanne Leperre du Grenier de Paris.** But: théâtre, music-hall. Siège social: 22, rue Henri-Monnier, Paris

20 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Omer. **Association familiale scolaire de Saint-Bertin.** But: contribuer à la rémunération des maîtres titulaires assurant l'enseignement du premier degré du collège Saint-Bertin, à Saint-Omer; acquérir et entretenir des rapports suivis, dans le cadre des attributions statutaires de chacune d'elles, avec les associations s'intéressant à l'enseignement libre: A. P. E. L., amicales et autres A. E. P. (à cet effet, l'association demandera son agrégation à l'Union départementale des A. E. P.); aider au développement des œuvres scolaires et postscolaires du collège Saint-Bertin. Siège social: 57, rue Saint-Bertin, Saint-Omer.

22 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Libourne. **Amicale laïque de Lagorce.** But: défense de la laïcité; développer le rayonnement de l'école publique. Siège social: mairie de Lagorce.

22 octobre 1951. Déclaration à la préfecture du Var. **Roue d'Or de Saint-Raphaël.** But: pratique de la bicyclette sous toutes ses formes, compétitions sportives, manifestations touristiques. Siège social: bar des Sports, 10, place Carnot, Saint-Raphaël.

22 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. **Association des parents d'élèves de l'école libre Institution Saint-Antoine-de-Padoue.** But: collaboration avec les maîtres; perception et répartition des subsides extérieurs, notamment ceux de l'Etat et des collectivités publiques et privées; constitution des bourses pour les élèves méritants; entente avec associations similaires en vue de représenter les familles clientes de l'enseignement libre. Siège social: 7, rue de Léchenault-de-La-Tour, Chalon-sur-Saône.

22 octobre 1951. Déclaration à la préfecture du Var. **Commune libre de Valescure.** But: organiser des fêtes de quartier; pratiquer le chant, la danse, la musique et la comédie sous le signe de l'amateurisme. Siège social: 4, rue de Châteaudun, Saint-Raphaël.

23 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Coutances. **Association des parents des élèves de l'école libre du Sacré-Cœur d'Auvers.** But: gérer les intérêts de l'école libre d'Auvers; recevoir les subsides votés par le Parlement pour les élèves des écoles libres, allocations familiales prévues par la loi votée le 21 septembre 1951. Siège social: école du Sacré-Cœur, Auvers.

24 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Association des parents d'élèves de l'école libre d'Arès.** But: soutien de l'école. Siège social: école libre, Arès.

24 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Association des parents d'élèves de l'école libre Sainte-Thérèse,** à Bordeaux. But: soutien de l'école. Siège social: 17, rue du Fils, Bordeaux.

25 octobre 1951. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Association amicale des élèves et anciens élèves des écoles laïques de la Roche-Blanche et Gergovie.** But: éducatif et culturel. Siège social: école de la Roche-Blanche.

25 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Coutances. **Association des parents d'élèves de l'institut secondaire de Saint-Lô,** à Agneaux. But: assurer la gestion matérielle, le fonctionnement de l'école, la collaboration entre parents et maîtres et représenter les parents auprès des pouvoirs publics. Siège social: chez M. Liebard, Agneaux.

25 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaulin. **Fanfare laïque d'Huelgoat.** But: éducation musicale et instrumentale de ses adhérents; organisation de cours de solfège, de concerts, et participation à des fêtes, notamment à celles mises sur pied au profit des œuvres scolaires et postscolaires de l'enseignement public. Siège social: école publique de garçons, Huelgoat.

26 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Lozère. **Association d'éducation populaire** (école libre de Banassac). But: soutien et gérance de l'école. Siège social: café Malanes, Banassac-Gare.

26 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Association départementale des aides familiales rurales de la Sarthe.** But: centraliser le travail administratif des aides familiales. Siège social: Maison de la Famille, 9, rue Bigot, le Mans.

26 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture d'Ambert. **Association d'éducation populaire de l'école catholique de Marat.** But: assurer la gestion matérielle, le fonctionnement et le développement de l'école libre de Marat. Siège social: école libre de Marat.

26 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Thiers. **Association d'éducation populaire des écoles primaires libres de Vollore-Ville.** But: assurer la gestion matérielle, le fonctionnement et le développement des écoles primaires libres de Vollore-Ville. Siège social: au prieuré de Vollore-Ville.

26 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. **Association d'éducation populaire de Saint-Ouen-des-Vallons.** But: organisation, fonctionnement matériel, rémunération des membres des écoles libres, et spécialement de l'école catholique mixte de Saint-Ouen-des-Vallons. Siège social: école catholique de Saint-Ouen-des-Vallons.

26 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer. **Billard-Club étaplois.** But: pratique et développement du jeu de billard. Siège social: buffet de la gare, place de la Gare, Etaples.

27 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Union cycliste marseillanaise.** But: cyclisme. Siège social: café de la Paix, Marseillan.

27 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon. **Association des parents d'élèves de l'école Sainte-Thérèse.** But: aide à l'école et aux maîtres; collaboration avec toutes associations semblables. Siège social: rue d'Alsace, la Seyne.

29 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **Amicale Ernest-Ruben-Baudin.** But: entr'aide des habitants du quartier. Siège social: 5, cité Ernest-Ruben, Limoges.

29 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. **Photo-Ciné-Club valsois.** But: vulgarisation de la photographie et du cinéma amateur; technique de la prise de vue, travaux de laboratoire, développement, agrandissement, montage d'un film, projection. Siège social: place Saint-Jean, Vals-les-Bains.

29 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Nérac. **Association d'éducation populaire de l'enseignement libre.** But: assurer la gestion matérielle, le développement et le fonctionnement de l'école libre de Feugarolles. Siège social: école libre de Feugarolles.

30 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Groupement des parents catholiques des élèves des lycées et collèges de Béziers.** But: organisation de l'enseignement et des intérêts religieux des enfants. Siège social: centrale catholique, 2, impasse Sainte-Ursule, Béziers.

30 octobre 1951. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Association des parents des élèves de l'école libre des filles de Plélo.** But: entr'aide éducatrice des parents et des maîtres. Siège social: école libre des filles, Plélo.

30 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Châtellerault. **Association de parents d'élèves de l'école primaire libre de filles d'Ingrandes-sur-Vienne.** But: assurer la gestion matérielle, le fonctionnement et le développement de l'école primaire libre de filles d'Ingrandes. Siège social: école libre, route Nationale, Ingrandes-sur-Vienne.

30 octobre 1951. Déclaration à la préfecture de la Vienne. **Comité poitevin de l'Alliance française.** But: faire venir à Poitiers et dans la région de Poitiers des personnalités étrangères à même de faire connaître leur pays au public français et de mieux faire rayonner à l'étranger la culture et la langue françaises; intensifier par tous les moyens en son pouvoir, en liaison avec l'université, les sociétés culturelles de la région de Poitiers et les chambres de commerce, les échanges intellectuels et professionnels entre la France et l'étranger. Siège social: chez Me Mistouflet, 15, rue du Souci, Poitiers.

30 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. **Association des parents d'élèves de l'institution Saint-Dominique-et-Saint-Joseph de Vichy.** But: soutien de l'école, collaboration avec les maîtres, éducation mutuelle des familles et entr'aide familiale, notamment par les œuvres scolaires ou postscolaires; entente et liaison avec les associations de même objet. Siège social: 12, boulevard Carnot, Vichy.

30 octobre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche-de-Rouergue. **Syndicat de défense des intérêts communaux de la Fouillade.** But: établir entre tous les membres qui la composent des rapports habituels de bonne confraternité; aider au développement de l'agriculture et du commerce de la Fouillade. Siège social: salle de la mairie, la Fouillade.

31 octobre 1951. Déclaration à la préfecture des Hautes-Alpes. **Association des maisons familiales de la vallée du Buech.** But: organisation familiale de l'apprentissage agricole et de l'enseignement ménager rural. Siège social: mairie de Laragne.

2 novembre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Mirande. **Société de chasse de Ségos.** But: répression du braconnage, repeuplement en gibier, destruction des nuisibles, limitation des jours de chasse. Siège social: mairie de Ségos

5 novembre 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer. **L'Amicale des sapeurs-pompiers d'Hesdin.** But: rassembler, en dehors du service de la compagnie, tous les membres de cette compagnie, ainsi que toute personne animée du désir d'en encourager les efforts; son but est également de gérer l'avoir particulier de la compagnie des sapeurs-pompiers d'Hesdin. Siège social: hôtel de ville d'Hesdin.

6 novembre 1951. Déclaration à la préfecture de Lot-et-Garonne. **Comité bouliste départemental de Lot-et-Garonne.** But: direction et administration du jeu de boules provençal et pétanque. Siège social: 7, place Jean-Baptiste-Durand, Agen.

9 novembre 1951. Déclaration à la préfecture d'Agen. **Association des déportés, internés et familles de disparus.** But: entr'aide aux victimes de la déportation et à leurs familles. Siège social: mairie (annexe), Agen.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire